



PLAN STRATEGIQUE DE LA CRB 2018-2021



Bujumbura, Décembre 2017

TABLE DES MATIERES

ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	v
AVANT-PROPOS	Erreur ! Signet non défini.
NOS VALEURS ET PRINCIPES	ix
MANDAT, VISION ET MISSION	x
RESUME EXECUTIF	11
I.1. DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL DE LA CRB	13
I.1.1. Niveau national	13
I.1.2. Niveau Provincial	15
I.1.3. Niveau communal.....	16
I.1.4. Niveau Collinaire.....	16
I.1.5. Perception publique de la CRB	17
I.1.6. Technologies de l'Information et de la Communication	18
I.3. LES VULNERABILITES DANS LES COMMUNAUTES	19
I.3.1. La situation socio-économique	19
I.3.2. La sécurité alimentaire	20
I.3.3. Santé et nutrition.....	20
I.3.4. Habitat, accès à l'eau potable et l'assainissement.....	21
I.3.5. Education	21
I.3.6. Résolution Pacifique des Conflits et Solidarité communautaire	21
I.3.7. Protection de l'environnement, gestion des urgences et Migrations	22
I.3.8. Sécurité routière et premiers secours dans la communauté	23
II.1. Appréciation initiale	24
II.2. Analyse documentaire	25
CHAPITRE III: PLAN STRATEGIQUE 2018-2021	28
I. DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL	28
OS : CONSOLIDER LES CAPACITES DE LA SOCIETE NATIONALE ET PROMOUVOIR LES PRINCIPES ET VALEURS DU MOUVEMENT	28
<i>Résultat stratégique 1 : La SN renforce son système de redevabilité, de mobilisation et gestion des ressources et impulse un développement organisationnel et opérationnel de ses structures.</i>	28
<i>Résultat stratégique 2 : Les Branches disposent d'une autonomie décisionnelle, financière et opérationnelle pour une meilleure coordination de leurs structures</i>	30
<i>Résultat stratégique 3 : Les Comités Communaux CR sont organisés et disposent d'un leadership compétent pour encadrer les UCs en leur sein.</i>	31

Résultat stratégique 4 : <i>Les UCs de la CRB, à travers leurs leaders, disposent des capacités suffisantes pour mettre en œuvre les programmes de la SN</i>	33
II. DOMAINES D'INTERVENTION	34
1. PREPARATION ET REPOSE AUX URGENCES	34
OS1 : RENFORCER LES COMITES COMMUNAUTAIRES DE REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (CCRRC) POUR FAIRE FACE AUX SITUATIONS D'URGENCE.	34
<i>Résultat stratégique 1 : Les différents niveaux de la SN sont renforcés dans divers domaines de la SN et disposent des capacités suffisantes pour faire face à toutes les formes d'urgence</i>	35
<i>Résultat stratégique 2 : Les comités communautaires de réduction des risques de catastrophes sont généralisés et sont opérationnels dans toutes les UCs</i>	36
<i>Indicateur de réalisation 1: Nombre d'Unités Collinaires qui disposent des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes opérationnels</i>	36
<i>Résultat stratégique 3 : La SN renforce et exploite un système d'alerte précoce à tous les niveaux pour une réponse rapide.</i>	37
2. SANTE COMMUNAUTAIRE.....	37
OS2 : PROMOUVOIR LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE COMMUNAUTAIRE DU PALUDISME, DU VIH/TB, DE LA MALNUTRITION ET AUTRES DEFIS SANITAIRES	37
<i>Résultat stratégique 1 : Toutes les UCs disposent des équipes de volontaires spécialisés en matière de prévention et prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition, et autres défis sanitaires.</i>	37
<i>Résultat stratégique 2 : Les communautés adoptent de bonnes pratiques en matière de prévention et de prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition, et autres défis sanitaires.</i>	38
<i>Résultat stratégique 3 : La SN développe et exploite un cadre partenarial de prévention et de prise en charge communautaire des maladies et autres défis sanitaires ciblés.</i>	39
3. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT	40
OS3 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ADOPTION DE BONNES PRATIQUES D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT	40
<i>Résultat stratégique 1 : Les communautés ont accès à l'eau potable et utilisent les infrastructures hydrauliques et d'assainissement de manière adéquate et responsable</i>	40
<i>Résultat stratégique 2 : Les communautés adhèrent aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement du milieu via PHAST, CHAST, ATPC</i>	41
3. COHABITATION PACIFIQUE ET CULTURE DE PAIX	42
OS4 : PROMOUVOIR LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS, LA CULTURE DE PAIX ET LES VALEURS HUMANITAIRES AU SEIN DES COMMUNAUTES	42

Résultat stratégique 1 : <i>Les détenteurs d'intérêt à tous les niveaux comprennent et soutiennent le caractère indépendant, neutre et impartial de la SN et du Mouvement International CR</i>	42
Résultat stratégique 2 : <i>Les communautés adoptent une culture de gestion pacifique des conflits</i>	43
Résultat stratégique 3: <i>La Société Nationale participe efficacement à la gestion des situations liées aux mouvements migratoires</i>	43
4. ASSISTANCE SOCIALE ET SANTE ECONOMIQUE DES MENAGES	44
OS5 : RENFORCER LE SYSTEME D'ASSISTANCE SOCIALE DES PLUS VULNERABLES ET IMPULSER UNE DYNAMIQUE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES MENAGES	44
Résultat stratégique 1 : <i>Toutes les UCs mettent en œuvre des systèmes renforcés d'assistance sociale en faveur des plus vulnérables</i>	44
Résultat stratégique 2 : <i>La santé économique des ménages s'améliore grâce au renforcement du système d'inclusion financière</i>	45
Résultat stratégique 3 : <i>La production agricole des ménages s'améliorent grâce à l'adoption de bonnes pratiques culturales et d'élevage</i>	45
CHAPITRE IV: HYPOTHESES ET PLAN DE MISE EN OEUVRE	46
1. Plan de mise en oeuvre	46
2. Hypothèses	46
ANNEXES	50
1. CADRE DES RESULTATS.....	1
2. PLAN DE SUIVI-EVALUATION.....	1
3. BUDGET	19

ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ADRN	: Appui au Développement Rural Durable pour la Nutrition
BIF	: Burundi International franc
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAH	: Cadre d'action de Hyōgo
CAS	: Cadre d'Action de Sendai
CCRRC	: Comité Communautaire de Réduction des Risques de Catastrophes
CDS	: Centre de Santé
CR	: Croix-Rouge
CRB	: Croix-Rouge du Burundi
CRB	: Croix-Rouge du Burundi
CRCR	: Croix-Rouge/Croissant Rouge
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DIH	: Droit International Humanitaire
EC	: Equivalant céréales
ECCO	: Evaluation et certification des capacités organisationnelles
ECOB	: Evaluation des capacités organisationnelles des Branches
ECOSAN	: Ecological Sanitation
EVC	: Evaluation des Vulnérabilités et des Capacités
FAN	: Foyer d'apprentissage Nutritionnel
FAO	: Food and Agriculture Organization
FARN	: Foyer d'apprentissage et de réhabilitation Nutritionnelle
FICR	: Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge
FOSA	: Formation Sanitaire
GASCs	: Groupement d'Agents de Santé Communautaire
HCR	: High Commissioner for Refugees
IGR	: Initiative Génératrice de Revenu
ISTEEBU Burundi	: Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi
IT	: Information and Technology
MILDA	: Moustiquaire Imprégnée d'Insecticides à Longue Durée d'Action
MM	: Ménage Modèle

NH	: Normes Humanitaires
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OEV	: Orphans and other Vulnerable Children
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONGs	: Organisation Non Gouvernementale
PF	: Principes Fondamentaux
PHAST	: Participatory Hygiene and Sanitation Transformation
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PS	: Plan Stratégique
PTF	: Partenaire Technique et Financier
RH	: Ressources Humaines
RLF	: Rétablissement des Liens Familiaux
RNOMD	: Rapport National des OMD
ROI	: Règlement d'Ordre Intérieur
RRC	: Réduction des Risques de Catastrophes
SAP	: Système d'alerte précoce
SCEPs	: Système de Collecte des Eaux de Pluie
SIDA	: Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SJs	: Section Jeunesse
SN	: Société Nationale
TB	: Tuberculose
TIC	: Technologie d'Information et de Communication
UCs	: Unités Collinaires
UNHCR	: United Nations High Commissioner for Refugees
UNICEF	: United Nations for Children Fund
VH	: Valeurs Humanitaires
VIH	: Virus d'Immuno Déficience Humaine
VIH/SIDA	: Virus d'Immunodéficience/Syndrome d'Immunodéficience Acquise
VSBG	: Violences Sexuelles et basées sur le genre

AVANT-PROPOS

Le concept Ménage Modèle au cœur des actions de la SN

Dans son Plan Stratégique 2014-2017, la Croix-Rouge du Burundi a mis l'accent/le focus sur la résilience Individuelle, Communautaire et Institutionnelle. L'encadrement et le suivi des Unités Collinaires par les Secrétaires Communaux a permis à la Société Nationale de relever pas mal de défis dans l'assistance aux plus vulnérables. Actuellement, toutes les interventions se font en temps réel dans les Unités Collinaires grâce au vaste réseau des volontaires qui ne cesse de se développer. Dans son Plan Stratégique 2018-2021, la Croix-Rouge du Burundi devra rester toujours attentive dans sa stratégie de recrutement des volontaires.

Le binôme Qualité-Quantité doit rester dans l'esprit des gestionnaires et animateurs du vaste réseau de volontaires. Les nouveaux défis doivent appeler de nouvelles solutions et le recrutement ciblé constitue une des réponses. En effet, les différentes structures de la SN ne sauraient jouer pleinement leurs rôles que si ce binôme est réalité. Pour rappel, le niveau national a pour rôle d'impulser, le niveau provincial celui de coordonner, le niveau communal celui d'encadrer, et les Unités Collinaires constituent la base opérationnelle et professionnelle de toutes les activités de la CRB. Si actuellement les Unités Collinaires contribuent efficacement à la réduction des vulnérabilités dans la communauté, la professionnalisation des staffs et volontaires devra se poursuivre et se perfectionner pour mieux répondre aux besoins de la communauté.

Le développement des compétences des volontaires dans différents domaines se fera de manière progressive, afin qu'ils puissent délivrer des services de qualité. La mise en place des commissions spécialisées au sein de la Gouvernance de la Société Nationale, permettra un meilleur suivi et encadrement des activités à tous les niveaux. La chaîne de communication qui part des Unités Collinaires en passant par les structures communales, permet aux différentes Branches (Provinces) d'intervenir sans difficultés.

Au cours de ce nouveau Plan Stratégique 2018-2021, la Croix-Rouge du Burundi doit relever de nombreux défis. L'accueil, l'assistance et la réintégration socioéconomique des burundais rapatriés des pays voisins, ainsi que les demandeurs d'asile congolais, nécessiteront une grande mobilisation des ressources tant matérielles, financières qu'humaines. Le développement économique des ménages passe par le concept « Ménage Modèle ». Ce concept ne doit pas être un simple slogan, mais une véritable stratégie de **développement à l'échelle nationale**.

La Croix-Rouge du Burundi ambitionne de faire du ménage sa base opérationnelle. Cela suppose qu'il y ait, entre autres, au moins un volontaire ou un secouriste dans chaque ménage. Ainsi, tous les programmes et projets de la Société Nationale devront intégrer cette approche dans toutes leurs activités.

Anselme KATIYUNGURUZA

Secrétaire Général



Pamphile KANTABAZE

Président



LES 7 PRINCIPES FONDAMENTAUX

Les sept Principes fondamentaux régissent l'activité de tous les employés et volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à travers le monde. Adoptés en 1965, ils définissent le cadre de leur action humanitaire et servent de référence pour promouvoir les idéaux et les valeurs humanitaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Humanité

Né du souci de porter secours sans discrimination aux blessés des champs de bataille, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, sous son aspect international et national, s'efforce de prévenir et d'alléger en toutes circonstances les souffrances des hommes. Il tend à protéger la vie et la santé ainsi qu'à faire respecter la personne humaine. Il favorise la compréhension mutuelle, l'amitié, la coopération et une paix durable entre tous les peuples.

Impartialité

Il ne fait aucune distinction de nationalité, de race, de religion, de condition sociale et d'appartenance politique. Il s'applique seulement à secourir les individus à la mesure de leur souffrance et à subvenir par priorité aux détresses les plus urgentes.

Neutralité

Afin de garder la confiance de tous, le Mouvement s'abstient de prendre part aux hostilités et, en tout temps, aux controverses d'ordre politique, racial, religieux et idéologique.

Indépendance

Le Mouvement est indépendant. Auxiliaires des pouvoirs publics dans leurs activités humanitaires et soumises aux lois qui régissent leurs pays respectifs, les Sociétés nationales doivent pourtant conserver une autonomie qui leur permette d'agir toujours selon les principes du Mouvement.

Volontariat

Il est un mouvement de secours volontaire et désintéressé.

Unité

Il ne peut y avoir qu'une seule Société de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge dans un même pays. Elle doit être ouverte à tous et étendre son action humanitaire au territoire entier.

Universalité

Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, au sein duquel toutes les Sociétés ont des droits égaux et le devoir de s'entraider, est universel.

NOS VALEURS ET PRINCIPES

Elles étayent les principes fondamentaux :

- **Les personnes :**

Nous nous employons à développer les capacités des personnes et des communautés vulnérables d'agir dans la solidarité afin de réduire les menaces pour la vie et la dignité humaines et de créer un présent et un avenir meilleurs.

- **L'intégrité :**

Nous agissons conformément à nos principes et valeurs humanitaires de façon ouverte et transparente, sans porter atteinte à nos emblèmes et à l'indépendance, l'impartialité et la neutralité qu'ils représentent.

- **La diversité :**

Nous sommes attachés à la diversité des communautés que nous servons, de nos volontaires et employés, de nos Sociétés Nationales et de nos partenaires. C'est la condition de la non-discrimination et de notre principe d'universalité.

- **Leadership :**

Nous nous efforçons de fournir une impulsion mobilisatrice et l'excellence dans nos domaines d'action essentiels en faisant connaître les questions humanitaires et la qualité de nos interventions dans le monde.

- **L'innovation :**

Nous sommes attachés à notre histoire et notre tradition communes, mais avons aussi comme devoir de trouver des solutions, novatrices et durables aux problèmes qui menacent la dignité humaine dans une société qui change.

MANDAT, VISION ET MISSION

1. NOTRE MANDAT

Initier et mettre en œuvre des programmes dans le but de prévenir et d'alléger les souffrances humaines par la mobilisation et l'assistance de la communauté à travers tout le pays.

2. NOTRE VISION

Une Société Nationale plus apte à prévenir et répondre aux urgences et moteur du développement communautaire.

3. NOTRE MISSION

Prévenir et alléger les souffrances humaines par le renforcement/consolidation des capacités de résilience des ménages

Impulser le développement intégral des ménages pour des communautés plus résilientes et capables de prévenir et alléger les souffrances humaines

RESUME EXECUTIF

La Croix-Rouge du Burundi est aujourd'hui une organisation à assise communautaire et qui ambitionne d'être le leader de l'humanitaire au Burundi à travers son réseau de plus de 600 000 volontaires répartis dans 2.928 Unités Collinaires. Sa structure est décentralisée du niveau central jusqu'au niveau collinaire en passant par les niveaux communal et provincial.

La Croix-Rouge du Burundi doit cette expansion à une culture de l'excellence, une reconnaissance de la part de ses pairs et une confiance de nombreux partenaires, au sein et en dehors du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Aujourd'hui, plus que jamais, elle tient à jouer pleinement son rôle d'auxiliaire des pouvoirs publics à tous les niveaux et à investir dans des partenariats nationaux.

C'est dans l'optique de jouer son rôle de soulager les souffrances humaines et impulser la dynamique de développement communautaire en faveur des plus vulnérables, que la Croix-Rouge du Burundi publie son quatrième cycle de planification qui couvre 4 ans (2018-2021). Il constitue le document de référence de toutes les actions de la Société Nationale durant les 4 prochaines années. En élaborant le présent Plan Stratégique, la Croix-Rouge du Burundi voudrait que ses partenaires traditionnels et potentiels, s'inscrivent à sa logique d'intervention pour une plus grande efficacité de ses actions en faveur des personnes les plus vulnérables sur le territoire burundais.

Le Plan Stratégique 2018-2021 est issu d'un processus participatif de réflexion et de consultation qui a démarré à la mi 2017 avec l'auto-évaluation des capacités organisationnelles de la SN au niveau central (ECCO) et dans les Branches (ECOB) suivi d'un diagnostic communautaire.

Cette réflexion a permis à la CRB de définir ses capacités organisationnelles mais aussi d'identifier ses priorités pour le nouveau cycle de planification. En outre, le diagnostic communautaire fait dans toutes les Branches a permis à la SN de définir les vulnérabilités auxquelles fait face la population burundaise.

Les résultats de ces évaluations ont été présentés aux leaders de la SN et ses partenaires Mouvement lors d'un atelier de définition des domaines prioritaires du Plan Stratégique 2018-2021 organisé en Juillet 2017.

Par ailleurs, les consultations collinaires ont été inclusives. En effet, à part les volontaires de la CRB, ces consultations ont touché les différents intervenants au niveau communautaire. Les Sociétés Nationales participantes présentes au Burundi ont, en outre, été associées aux discussions dès le démarrage du processus et à toutes ses phases.

Ce Plan Stratégique est conçu dans l'esprit et la lettre des Statuts et le Mandat de la Société Nationale, les Principes fondamentaux et les valeurs du Mouvement.

L'élaboration du Plan Stratégique a été un processus de longue haleine qui a été animé par une « Task Force » de sept personnes désignées à cet effet. Le

processus a suscité de nombreuses réflexions et discussions sous forme d'ateliers, de réunions, ... qui ont rassemblé divers acteurs.

Au travers de son Plan Stratégique 2018-2021, la Croix-Rouge du Burundi souhaite affronter, les grands défis qui ont été traduits en domaines d'intervention à savoir : Développement organisationnel, Gestion des urgences, Santé et Nutrition, Eau/Hygiène et Assainissement, Cohabitation pacifique et culture de paix, Assistance sociale et santé économique des ménages.

Soulignons enfin que ce Plan Stratégique a été conçu dans la logique de la mise en œuvre du concept « Ménage Modèle » tenant compte des recommandations formulées dans le rapport d'évaluation fait en 2016. Avec ce nouveau Plan Stratégique, les objectifs stratégiques se complètent et interagissent les uns avec les autres vers l'atteinte des dix critères de Ménage Modèle.

CHAPITRE I : ANALYSE DE LA SITUATION

L'analyse de la situation décrit le contexte interne et externe de la Croix-Rouge du Burundi compte tenu de l'environnement dans lequel elle opère. Elle a été faite à la lumière d'un certain nombre d'évaluations internes de la Croix-Rouge du Burundi et en interrogeant les aspects exogènes à la Société Nationale.

Cette analyse de la situation touche aux capacités et défis en termes de développement organisationnel de la Croix-Rouge du Burundi, aux principales vulnérabilités ressenties au niveau de la communauté dans les domaines divers.

I.1. DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL DE LA CRB

I.1.1. Niveau national

La Croix-Rouge du Burundi, comme toute organisation a évolué en dents de scie. Après sa naissance en 1963, des services aux vulnérables ont été offerts. Aujourd'hui, elle est une organisation décentralisée, démocratisée et avec une base solide constituée par des Unités Collinaires au sein desquelles sont désormais rassemblés des volontaires enthousiastes et dynamiques.

Soucieuse de son développement intégral qui tient compte des aspirations des uns et des autres, la Croix- Rouge du Burundi a organisé une étude sur la perception communautaire de l'Unité Collinaire et celle en rapport avec son image vis-à-vis du public. Toutes ces études ont révélé que la Croix – Rouge du Burundi est bien perçue en même temps par son audience interne et externe. Elle se doit néanmoins d'encore bien faire pour toujours aller de l'avant.

La Croix-Rouge a décidé de se mirer régulièrement, revoir encore son visage, pour constater ses forces et ses faiblesses en vue de bâtir sa nouvelle vision. Dans ce cadre, la CRB s'est soumise à un exercice d'Evaluation et Certification des Capacités Organisationnelles (ECCO) depuis 2012, et 5 ans après, le même exercice vient de se rééditer. Les résultats de cet exercice ECCO ont, certes, confirmé que la CRB satisfait aux critères de performance à plus de 80%. Néanmoins, il subsiste des défis non moins importants auxquels elle doit se pencher pour être certifiée comme Société Nationale forte et développée.

Par ordre de priorité, trois principaux défis ont été relevés :

1° Gestion financière

La Croix-Rouge du Burundi dispose d'un système de gestion financière (Logiciel Navision, manuels de procédure, etc.). Elle doit, néanmoins, renforcer son système d'information financière notamment par l'adaptation et l'accessibilité du logiciel Navision à tous les usagers. Bien plus, dans son ardent souhait de l'autonomisation financière, la CRB a un gap dans la constitution des réserves pouvant servir de fonds de roulement dans des périodes creuses.

2° Mobilisation des Ressources

La Croix-Rouge du Burundi a déjà fait de la Mobilisation des Ressources, son cheval de bataille. Avec son cycle de planification 2014-2017, un pas a déjà été franchi comme le montre le tableau synthétique des budgets annuels suivant :

Année	Budget mobilisé (en BIF)
2014	11.827.796.915
2015	11.904.313.642
2016	9.880.161.106
2017	15.551.208.135 (prévisionnel)

Avec le nouveau cycle de planification, il sied, pour la CRB, de renforcer les mécanismes de mobilisation des Ressources non seulement par les canaux habituels mais aussi par l'adoption d'autres stratégies plus novatrices pour arriver à réduire sa dépendance financière.

3° La gestion des Ressources Humaines

Répartition géographique du staff

Branche	Nombre	Branche	Nombre
BUBANZA	3	KIRUNDO	4
<i>Bujumbura</i>		KARUSI	2
<i>Branche</i>	11	KAYANZA	3
Centre de formation Ngagara	1	MAKAMBA	9
Centre de santé Kinindo	17	MURAMVYA	3
<i>Siège</i>	94	MWARO	4
BUJUMBURA RURAL	5	MUYINGA	12
BURURI	6	NGOZI	9
CIBITOKÉ	13	RUMONGE	9
CANKUZO	3	RUTANA	7
GITEGA	7	RUYIGI	7
		<i>Total</i>	229

Il faut ajouter à ces membres du personnel 119 secrétaires communaux (1 par commune), 15 employés du Programme Spécial ADRN (10 au Siège et 5 dans les Branches) et 320 employés du Programme Spécial Réponse Communautaire au VIH et à la Tuberculose (16 au Siège et 304 dans les Branches). Le total fait **683** employés. La situation actuelle montre une relative stabilité du personnel. Toutefois, l'exercice ECCO a révélé la nécessité d'améliorer le processus d'évaluation de la

satisfaction du personnel ainsi que les mécanismes clairs de prévention et de traitement de l'intégrité en son sein.

I.1.2. Niveau Provincial

Aujourd'hui, la SN est heureuse de constater que toutes les Branches fonctionnent de manière plus ou moins autonome. Cependant, des défis ne manquent pas. Les résultats du processus d'évaluation des Capacités Organisationnelles des Branches (BOCA) mené sur un échantillon de dix Branches ont décelé un certain nombre de défis dont les prioritaires sont les suivants :

1° Mobilisation des ressources

Toutes les Branches se sont inscrites dans la vision de l'autonomisation financière et parviennent à couvrir en moyenne 10 à 20% de leurs dépenses courantes. Toutefois, la réalité est que les initiatives prises dans le sens de la mobilisation des ressources ne sont pas suffisamment rentables, d'où la nécessité d'innover et de mettre en œuvre des stratégies plus rassurantes en termes de résultats.

2° Gestion financière

Jusqu'à-là, des manuels et des outils de gestion financière ont été mis en place et vulgarisés au niveau des Branches. Des formations sur la gestion financière ont été régulièrement dispensées aux différentes structures et unités de gestion. Un besoin d'amélioration en matière de gestion et de l'information financière s'avère impérieux. En outre, le logiciel de gestion (NAVISION) exploité au niveau national ne l'est pas encore au niveau des Branches.

3° Gestion des ressources humaines (Volontaires des Unités Collinaires)

Pour la CRB et les Branches, la ressource la plus importante est constituée par un réseau de plus de 600 000 volontaires éparpillés dans 2920 Unités Collinaires et plus de 2000 Sections jeunesse¹. Gérer les volontaires suppose un encadrement efficace des Unités Collinaires, qui se trouve être leur contenant. En 2017, 80% des UCs respectent aujourd'hui les critères d'une Unité Collinaire modèle, mais les défis en matière d'encadrement restent toujours de mise. Ainsi, des stratégies novatrices de gestion des volontaires et des Unités Collinaires sont encouragées au niveau des Branches et des communes, notamment la mise en place des centres d'encadrement et de professionnalisation des volontaires.

4° Définition des priorités tenant compte des besoins ressentis et exprimés par la communauté

La Croix-Rouge du Burundi a développé une culture d'analyse et de concertation avec les parties prenantes avant toute intervention dans le cadre de ses programmes et projets. A part cela, un diagnostic communautaire a chaque fois été fait avant l'élaboration des planifications stratégiques depuis 2012.

Néanmoins, le constat est que cette bonne pratique n'a pas encore pris racine au niveau des Branches dans le processus d'élaboration des plans d'action annuels

¹CRB ; base des données ; Juin 2017

pour des actions devant être exécutées localement. Cette culture d'analyse des besoins, d'engagement et de redevabilité envers les communautés est à généraliser dans toutes les Branches.

I.1.3. Niveau communal

Le comité communal est l'organe directeur de la Croix-Rouge du Burundi au niveau de la commune. Il constitue un pont entre le niveau local et le niveau provincial auxquels il doit relayer les informations de manière ascendante et descendante. Il fonctionne à travers un Secrétariat Communal, une forme d'Exécutif chargé de la gestion au quotidien des activités de la CRB.

Se référant aux conclusions des différents ateliers et rencontres avec les leaders des communes dans les Branches (Bubanza, Bujumbura Rural, Bururi, Rutana, Makamba, Rumonge, etc), l'on constate cependant que cette structure est confrontée à pas mal de défis.

1° Faible maîtrise des rôles et responsabilités de la Gouvernance et de l'Exécutif

Au vu des attributions du comité communal en général et de celles de ses membres en particulier, il subsiste, par endroit, des incompréhensions sur les rôles des uns et des autres, qui se manifestent souvent par une démobilitation totale des membres du comité communal ou par des conflits d'intérêts entre la Gouvernance et l'exécutif. Le renforcement des capacités en cette matière doit être un exercice continu surtout que le comité communal se renouvelle tous les deux ans.

2° Fonctionnement des Secrétariats Communaux

Depuis 2014, la CRB a mis en place et opérationnalisé la structure du secrétaire communal. Quatre ans après, certains n'ont pas encore eu de bureaux (64/119 communes ont des bureaux communaux opérationnels), d'autres éprouvent des difficultés de fonctionnement. La mobilisation des ressources y est encore faible malgré l'introduction des contributions statutaires qui auraient dû être une manne pour les communes si elles avaient bien compris cette approche et si elles l'avaient relayée auprès des Unités Collinaires. A l'image des Branches, les communes Croix-Rouge devraient faire leur la vision de l'autonomisation progressive et professionnelle, et solliciter des appuis y relatifs.

3° Planification comme tableau de bord

Une structure visionnaire doit se doter de sa propre planification élaborée sur base de l'analyse de la situation dans son environnement. En cette matière, le constat est que beaucoup de communes n'ont pas encore de planification à proprement parler et un mode opératoire clairement défini. Un renforcement des capacités des communes s'avère plus que nécessaire pour avoir une commune Croix-Rouge capable d'impulser son propre développement.

I.1.4. Niveau Collinaire

Selon les statuts de la Croix-Rouge du Burundi, l'Unité Collinaire constitue la base opérationnelle et professionnelle de la CRB. L'étude commanditée par la Croix-Rouge du Burundi sur la perception communautaire de l'Unité Collinaire a renforcé

cette affirmation. Selon cette étude, l'Unité Collinaire présente un certain nombre de forces qu'elle tire de sa perception par la communautaire. Malgré ce fort encrage communautaire, l'Unité Collinaire doit être organisationnellement et opérationnellement forte. Avec fin 2017, 80% des Unités Collinaires remplissent les critères d'une UC qui fonctionne bien. Toutefois, d'importantes embûches subsistent encore.

1° Compréhension et Respect des textes règlementaires de la CRB

Les textes règlementaires (statuts et ROI) constituent le fondement de la vie de la CRB. Leur respect se matérialise, entre autres, par la tenue régulière des réunions statutaires. Cependant, la connaissance et l'exploitation de ces textes restent encore lacunaires au niveau des Unités Collinaires.

2° Mobilisation des Ressources

Du côté des Ressources Humaines, l'Unité Collinaire est la porte d'entrée des membres et volontaires. Jusque-là, un réseau de volontaires existe. Ils doivent être encadrés et fidélisés.

Côté ressources matérielles, la faiblesse de l'UC réside au niveau de son adresse. Même avec l'enclos Croix-Rouge dont la promotion date d'un certain temps, seulement 1940 UC sur 2920 s'en sont construits. S'agissant des ressources financières, les UCs sont passées de la main d'œuvre payante aux différentes initiatives génératrices de revenus. Toutefois, les faibles capacités en matière de gestion financière, d'identification et d'élaboration des IGRs rentables constituent une sérieuse entrave à leur développement. Selon l'étude, les Unités Collinaires ont un grand engouement pour les IGRs. Il est nécessaire de repenser la philosophie des IGRs de manière à leur doter des unités d'encadrement.

3° Maîtrise des vulnérabilités de la communauté

Selon les statuts de la CRB, l'Unité Collinaire doit conduire régulièrement l'Evaluation des vulnérabilités et des capacités de la communauté et élaborer une carte communautaire des risques des catastrophes et en trouver des réponses appropriées. D'habitude, les volontaires offrent des services aux plus vulnérables et à la communauté, mais des fois de manière impromptue et inefficace parce que pris au dépourvu par la survenue de l'événement. La généralisation des EVC et l'entraînement des Unités Collinaires à la cartographie des risques contribueraient à avoir des Unités Collinaires aptes à faire face à toute urgence humanitaire.

I.1.5. Perception publique de la CRB

Afin de pouvoir bien mener les différentes interventions humanitaires avec succès, la Croix-Rouge du Burundi doit d'abord et avant tout savoir l'image qu'elle renvoie au public. Comment elle est perçue. Puisqu'en effet, la perception est la clé de voûte qui fait sauter tous les verrous pour l'accès sécurisé aux personnes dans le besoin. Jusque-là, les bénéficiaires de ses services ont une "perception largement positive de la CRB"². La bonne perception se traduit par l'appréciation positive des

² Perception publique de la Croix-Rouge du Burundi (2005-2009), Rapport, 2009

interventions des UC dans la réduction de la vulnérabilité dans les communautés³. Néanmoins, les membres de la communauté ne distinguent pas encore la Croix-Rouge du Burundi comme organisation humanitaire différente des ONGs, ce qui commande une stratégie étoffée de diffusion.

I.1.6. Technologies de l'Information et de la Communication

L'étude menée par la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge montre qu'il y a des défis à relever et qu'il faut intégrer les Technologies de l'information et de la Communication dans tous les programmes de la Société Nationale. Un plan de développement des TIC a été élaboré et servira de tableau de bord à la SN.

I.2. MISE EN ŒUVRE DU CONCEPT « MENAGE MODELE »

La Croix-Rouge du Burundi est convaincue que tout développement intégral et durable doit commencer par les ménages. C'est dans cette optique que la SN met en œuvre, depuis 2014, l'approche "Ménage Modèle". Cette approche concourt durablement à la résilience des communautés. L'approche constituait déjà un des outils de mise en œuvre du Plan Stratégique 2014-2017. Elle sera aussi le leitmotiv du nouveau cycle de planification 2018-2021.

L'évaluation de l'approche Ménage Modèle faite en 2016, a démontré que l'approche est en phase avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement remplacé en 2017 par les Objectifs de Développement Durable, les politiques cadres de développement du Burundi et avec le modèle de résilience communautaire de la FICR.

Bien que l'approche Ménage Modèle se révèle être un moyen efficace de changement de comportement et de résilience communautaire, des efforts doivent être consentis dans le sens de l'appropriation et la durabilité des acquis de l'approche pour sa pérennisation.

En outre, l'absence de référent « Ménage Modèle » et d'un guide opérationnel standardisé limite également l'intégration systématique de l'approche dans tous les projets/programmes.

Des barrières de mise en œuvre existent également et les plus importantes sont⁴ :

- les faibles capacités économiques, financières et matérielles des ménages qui ne leur permettent pas d'appliquer certains critères du concept ménage modèle ;
- les barrières socioreligieuses identifiées comme étant des incompatibilités de certains critères (planification familiale) vis-à-vis de certaines institutions confessionnelles et de leurs adeptes ;
- les insuffisances des infrastructures font qu'il est difficile dans certaines localités d'appliquer certains critères (pas de scolarisation sans écoles, pas de soins sanitaires sans centres de santé et pas d'eau potable sans infrastructures d'eau

³ Perception des Unités Collinaires CRB 2014, Rapport, 2014

⁴ CRB, rapport d'évaluation du concept MM, 2016

potable, etc.). Une série de recommandations a été émise par le rapport d'évaluation pour parer à cette situation à savoir :

1° Renforcement du concept théorique: + Critères de résilience économique et critère de développement durable

2° Renforcement des actions communautaires des programmes d'appui au concept MM et appui à la résilience économique des ménages

3° Extension des durées des programmes mettant en œuvre le concept MM à 5 ans (1 année pour transformer le ménage, 2 ans pour l'appui à la pérennisation et répliquabilité et 2 ans de suivi-contrôle)

4° Appui au renforcement des capacités (formation des volontaires et sensibilisation communautaire) dans toutes les provinces du Burundi

5° Implication des autorités locales et confessionnelles dans le volet communicationnel et intermédiation sociale pour donner plus de confiance aux ménages

6° Plaidoyer pour l'adoption du Concept MM par l'Etat comme instrument de politique cadre de développement pour inciter les différents Partenaires Techniques et Financiers (PTF) du pays à appuyer la mise en œuvre du concept MM.

La Croix-Rouge du Burundi entend fédérer tous les acteurs du développement autour de cette approche afin que les actions soient coordonnées et productives. Le Gouvernement du Burundi à travers le Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique a déjà faite sienne cette approche et y travaille. Les autres partenaires devraient lui emboîter le pas pour arriver à un développement réellement durable, qui part des ménages.

I.3. LES VULNERABILITES DANS LES COMMUNAUTES

Le Burundi est un petit pays enclavé situé entre l'Afrique Centrale et l'Afrique Orientale. Selon les projections de l'Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi, ISTEEBU, la population était de 10.114.505 habitants en 2016, avec une densité moyenne de 379 habitants au km² et un taux de d'accroissement annuel très élevé de 3 %⁵. La majorité de cette population (87 %), vit de l'agriculture de subsistance, avec un niveau de production relativement faible.

L'Indice de Développement Humain établi par le PNUD en 2016, classait le Burundi au 184^{ème} rang sur 188 pays classés⁶.

I.3.1. La situation socio-économique

La crise socio-politique qu'a connue le pays depuis avril 2015, a entraîné une baisse sensible de la croissance économique qui est passée de 4,5 % en 2014, à – 3,9 % en 2015 , selon les chiffres fournis par la Banque de la République du Burundi, BRB. Quant au Produit Intérieur Brut, PIB, il est passé de 285 USD en 2014 à 276 USD en 2015. La BRB estime que le taux de croissance du PIB en 2016 a été de 0,7 %. Selon les données fournies par l'Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi, ISTEEBU, le niveau de production a baissé de 8,5 % entre 2014 et 2015.

⁵ ISTEEBU, rapport 2016a

⁶ PNUD, Rapport sur le Développement Humain, 21/03/2017

L'agriculture contribue à elle seule pour 39% du PIB, et occupe 87 % de la main d'œuvre. Le secteur secondaire a connu une baisse de 14 % en 2015, après avoir connu une croissance de 7,4 % en 2014. Quant au secteur tertiaire, il a enregistré une faible croissance de 2 %, et contribue à 43 % du PIB⁷. Les secteurs les plus touchés par la baisse de la production sont la construction (- 35 %), l'énergie (- 10 %), le commerce (- 9 %), et l'hôtellerie /restauration (- 6 %). Cette baisse de l'activité économique, entraîne la paupérisation des ménages, et un faible accès aux services sociaux de base.

I.3.2.La sécurité alimentaire

Selon les données fournies par le Programme Alimentaire Mondial, le niveau d'insécurité alimentaire est passé de 31 % de ménages en 2014, à 35 % en 2016. Durant la même période, l'insécurité alimentaire a augmenté de 11 %, en raison des facteurs structurels (insuffisance de terres cultivables, diminution de la fertilité des sols), mais aussi, de facteurs aggravants tels que la crise sociopolitique, les aléas climatiques (les phénomènes El Nino et la Nina), et l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Lors de la saison culturale 2016 C, le déficit alimentaire était estimé à 265.569 tonnes d'équivalent céréales (EC). Enfin, selon les derniers résultats du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire, IPC, réalisé sous la supervision de la FAO en juillet 2017, la plaine de l'Imbo, est la zone la plus touchée et la plus vulnérable face à l'insécurité alimentaire. Elle compte 35% de sa population en phase de crise alimentaire, et 4% en phase d'urgence.

I.3.3. Santé et nutrition

Le défi sanitaire majeur exprimé par la communauté est la persistance des maladies endémo-épidémiques tel que le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA malgré des efforts remarquables de tous les intervenants en matière de santé⁸. A l'échelle nationale, le taux brut de mortalité est de 15‰ en général avec une mortalité maternelle se situant entre 500 et 740 décès pour 100000 naissances vivantes. La mortalité néonatale est quant à elle de 36 décès pour 1000 naissances vivantes et la mortalité infantile de 142 décès pour 1000 naissances vivantes⁹.

Le paludisme est responsable de 50% des motifs de consultations dans les formations sanitaires avec une incidence de 46,5/1000 habitants. La tranche d'âge des moins de 5 ans est la plus vulnérable avec une morbidité de 17% et une mortalité spécifique au paludisme de 48%. Sur la population générale, le taux de décès lié au paludisme est estimé à 64 décès/1000 habitants. Bien que la moustiquaire imprégnée d'insecticide soit le moyen de prévention le plus efficace, seulement 46% des ménages au Burundi possèdent au moins une moustiquaire¹⁰ alors que la norme est d'au moins une moustiquaire pour deux personnes. Le

⁷ BRB, Rapport 2016 b

⁸ CRB, consultation communautaire pour le PS 2018-2021, Juin 2017

⁹ Burundi, Politique Nationale de Santé 2016-2025

¹⁰ Burundi, Enquête démographique et Santé 2016-2017

VIH/SIDA et la tuberculose sont, eux aussi, parmi les premières causes de morbi-mortalité et leur cohabitation constitue un grand défi sanitaire.

La malnutrition, l'insécurité alimentaire, les maladies diarrhéiques et la recrudescence des VSBG sont également des défis sanitaires qui restent très préoccupants pour la communauté.

I.3.4. Habitat, accès à l'eau potable et l'assainissement

Le Burundi comme les autres pays de la région s'est engagé à réduire de moitié la proportion de sa population n'ayant pas un accès permanent à une source d'eau potable dans les conditions définies pour cette cible (nature de la source, qualité de l'eau et distance par rapport à l'habitat). Bien qu'ayant déployé des efforts au cours de la période de la première génération des OMD, le Burundi est loin d'atteindre ladite cible. Le problème se situe au niveau des progrès par rapport à la cible de réduction de 50 % de la population qui ne jouit pas de cet accès. L'habitat, l'eau, l'hygiène et l'assainissement du milieu, bien qu'étant des éléments nécessaires à une bonne santé de la communauté, demeurent encore précaires et exposent les populations à la contamination des maladies infectieuses de différentes natures.

I.3.5. Education

Depuis l'instauration de la gratuité de l'enseignement primaire en 2005 accompagnée de l'investissement massif dans les infrastructures scolaires, le taux de scolarisation a augmenté à plus de 130%. En effet, le Burundi a retrouvé son niveau de départ de 1990, et a continué à afficher des progrès notables, jusqu'à atteindre 96,7 % en 2008, dépassant ainsi le niveau attendu pour une évolution linéaire du sentier souhaité. Bien que connaissant depuis lors une légère régression, il garde tout de même une tendance proche de la ligne souhaitée de l'évolution des progrès. Cependant, les défis ne manquent pas. Bien qu'au niveau du primaire, les filles représentent plus de la moitié des effectifs, les disparités entre garçons et filles se font sentir du jour au jour au secondaire. En effet, le taux d'abandon scolaire des filles est supérieur à celui des garçons en raison des mariages, grossesses précoces et de la pauvreté de certains ménages. L'UNICEF estime que 19,6% des garçons contre 17% des filles fréquentent effectivement l'école secondaire (UNICEF, 2016).

I.3.6. Résolution Pacifique des Conflits et Solidarité communautaire

L'histoire du Burundi est, entre autres, jalonnée de crises socio-politiques cycliques ayant sérieusement affecté le tissu social. La portée de ces crises a été amoindrie grâce aux mécanismes de conciliation et de règlement pacifique de différends. Pour renforcer ces mécanismes, il est important de puiser dans la réserve des valeurs ancestrales. La solidarité entre les Burundais a toujours été une valeur qui a recousu le tissu social burundais. Pour contribuer à la promotion de la cohabitation pacifique et à la résolution pacifique des conflits, la Croix-Rouge du Burundi a mis en place des noyaux collinaires de résolution pacifique des conflits sur certaines collines du pays. Par ailleurs, la Croix-Rouge du Burundi a lancé une campagne de protection des biens des personnes qui ont quitté leurs ménages afin de prévenir d'autres conflits pouvant surgir à leur retour. Des efforts restent à fournir dans ce domaine.

I.3.7. Protection de l'environnement, gestion des urgences et Migrations

1° Protection de l'environnement

Comme souligné dans le RNOMD 2015, le Burundi connaît un rythme de déforestation qui semble être plus que vertigineux par rapport à la superficie nationale couverte par les forêts. En effet, alors que cette superficie représentait quelques 11,3 % du territoire national en 1990, elle n'en représentait plus que 6,7 % en 2010, et est descendue jusqu'à une proportion d'à peine 5,5 % en 2015. Le Burundi enregistre un rythme actuel de 64.54 Km² de perte annuelle de la superficie couverte par les forêts, soit plus de 2 % environ en moyenne annuelle¹¹.

L'augmentation de la population en milieu rural induit une énorme pression sur les terres arables, avec pour conséquence la diminution exponentielle de la taille moyenne des exploitations agricoles. Ce boum démographique s'accompagne souvent de la destruction du couvert végétal et la déforestation, lesquelles sont à la base du changement climatique qu'on observe ces dernières années. Les feux de brousse viennent aggraver la situation déjà précaire. Il faut donc agir en amont et en aval pour protéger l'environnement. La Croix-Rouge du Burundi avec ses partenaires s'implique de plus en plus dans des actions de réduction des risques, en mettant à contribution les comités communautaires de réduction des risques de catastrophes.

2° Gestion des urgences

En 2015, plus de 4 millions de Burundais ont été affectés par les inondations, les glissements de terrains, les pluies torrentielles, les épidémies (cholera, paludisme) et autres désastres naturels¹². Une analyse publiée par l'OCHA en novembre 2016, révèle que la situation humanitaire n'a cessé de se dégrader : en février 2016, 1,1 million de Burundais avaient besoin d'une assistance humanitaire, contre 3 millions en décembre de la même année. Afin de prévenir la rigueur de ces aléas climatiques souvent changeants, la Croix-Rouge du Burundi se base sur les 4 priorités du Cadre d'Action de Sendai (CAS) qui a succédé au Cadre d'action de Hyōgo (CAH). L'ambition de la Croix-Rouge du Burundi est de renforcer cette préposition pour répondre efficacement et en temps réel aux urgences. Cette localisation de l'aide humanitaire a d'ailleurs été consacré par le Sommet Humanitaire Mondial tenu les 23 et 24 mai 2016 à Istanbul en Turquie.

3° Migrations

Les mouvements migratoires sont devenus un problème mondial. En 2014, on recensait 19,5 millions de réfugiés, dont 19 millions en Afrique, et 38,2 millions de déplacés internes (source : FICR). Le 30 août 2017, le Gouvernement tanzanien, le Gouvernement du Burundi et le HCR, ont signé un accord tripartite concernant le rapatriement de 11.600 réfugiés burundais. Ce mouvement de rapatriement qui va du 7 septembre au 31 octobre 2017, concernera dans un premier temps 6867 retournés. Ils seront accueillis dans les centres d'accueil de transit de Kajaga (Bujumbura Rural), Gitara (Makamba), Nyabitare et Ruyigi (Ruyigi), et Songore (Ngozi).

¹¹ Burundi, rapport OMD 2015, Page 99

¹² OCHA Burundi ; Rapport 2016 b

Enfin, le Burundi héberge sur son sol 58.800 réfugiés et 3921 demandeurs d'asile dont 36.120 réfugiés originaires de la République Démocratique du Congo. Ils sont essentiellement regroupés dans deux camps de réfugiés à Kavumu (Cankuzo) qui abrite 13.636 réfugiés, et Bwagiriza (Ruyigi) qui compte environ 8.927 réfugiés. Aussi, on dénombre environ 25.648 réfugiés urbains éparpillés dans la ville de Bujumbura. (Source : UNHCR Burundi, statistiques mensuelles, 30 avril 2017)

I.3.8. Sécurité routière et premiers secours dans la communauté

Les accidents de roulage constituent une préoccupation à l'échelle mondiale. L'ampleur de ce phénomène a poussé l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki Moon à décréter la décennie d'action pour la sécurité routière (2011-2020).

Au Burundi, la problématique de la sécurité routière est une préoccupation pour les plus hautes autorités de ce pays.

Quand bien même le Gouvernement du Burundi a pris quelques mesures pour minimiser les pertes en vie humaines et les infirmités causées par les accidents routiers, l'on continue à observer un nombre croissant de victimes des accidents de la route. Les causes immédiates de ces accidents, sont à plus de 80% des cas dues à l'erreur humaine (47 % de cas, pour l'excès de vitesse, et 28 % de cas pour le refus de priorité), ainsi que le mauvais état du parc automobile (5 % de cas) et des routes (10 % de cas). Les facteurs environnementaux interviennent aussi dans 5 % de cas (pluie, brouillard etc.).

En 2016, 547 cas de décès et 1402 cas de blessés ont été enregistrés par la Police de Roulage et de Sécurité. Dans la première moitié de 2017, 890 accidents ont été répertoriés¹³. Le manque de statistiques exhaustives des victimes des accidents routiers ne permet pas une bonne planification des interventions en la matière. Enfin, la problématique de la non prise en charge des victimes des accidents pour la première nuitée dans les services de santé handicape les actions de secours

¹³ Burundi, Revue annuelle du Ministère de la Sécurité Publique N°8, édition 2016

CHAPITRE II : METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du Plan Stratégique 2018-2021 a été participatif du début à la fin. Ce processus a débuté par l'élaboration d'une feuille de route et son approbation par le Comité National. Ainsi, trois étapes ont été suivies pour tout le processus d'élaboration du Plan Stratégique à savoir l'appréciation initiale, l'analyse documentaire et les ateliers de rédaction proprement dite.

II.1. Appréciation initiale

Evaluation des capacités organisationnelles de la SN

Les capacités de la SN ont été évaluées à travers un exercice ECCO (Evaluation et Certification des Capacités Organisationnelles) organisé au mois de mai 2017 et a été facilitée par la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Il s'agissait d'un exercice d'auto-évaluation de la Société Nationale avec l'outil ECCO de la Fédération.

Ainsi, sur les 85 attributs retenus pour la Société nationale, 76 soit 89% atteignent les niveaux de référence avant toute correction.

Evaluation des capacités organisationnelles des Branches

Il s'agissait d'une auto-évaluation des capacités organisationnelles des Branches qui a été facilitée par dix formateurs nationaux sur un échantillon représentatif de 10 sur les 18 Branches de la CRB (Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Bururi, Cankuzo, Cibitoke, Gitega, Makamba, Muyinga, Rumonge et Rutana). L'auto-évaluation des Branches a été conduite au mois de Juin 2017. Ces Branches ont été aléatoirement sélectionnées à raison d'au moins une Branche par région. Les résultats de l'évaluation ont été repris dans la partie analyse de la situation.

Diagnostic communautaire

Le diagnostic communautaire a été fait dans toutes les 18 Branches de la SN. Dans chaque Branche, 10 Unités Collinaires choisies aléatoirement ont fait objet des consultations communautaires. Les outils qui ont été utilisés pour ce diagnostic sont les suivants : une fiche de collecte des données qualitatives à travers les focus groupes et entretien avec les informateurs clés (leaders communautaires). Les domaines de consultation étaient: santé et nutrition, artisanat, ménage modèle, agriculture et élevage, premiers secours, assistance aux plus vulnérables, éducation, eau, hygiène et assainissement, environnement et changement climatique, habitat, droit de l'homme, gestion pacifique des conflits, santé de la reproduction et violences sexuelles et basées sur le genre, développement organisationnel de la CRB, mobilisation des ressources et promotion des IGRs.

II.2. Analyse documentaire

L'analyse documentaire s'est focalisée sur les documents de référence nationale et/ou internationale dans et en dehors du Mouvement Croix-Rouge et Croissant Rouge. Il s'agit des politiques des Ministères et Départements Techniques partenaires de la SN, les rapports d'évaluation dans les domaines d'intervention CRB.

Toutefois, une attention particulière a été mise sur les documents suivants :

➤ Objectifs de Développement Durable

A l'échelle mondiale, 17 objectifs ont été définis et traduits en 164 cibles. Au niveau de la **Région de l'Afrique de l'Est**, 7 objectifs et 30 cibles ont été définis dans les domaines de transformation économique, des besoins sociaux et de protection environnementale. Ces sept objectifs sont les suivants :

- Objectif 1: Réduire l'extrême pauvreté (cible 1)
- Objectif 2 : Assurer la sécurité alimentaire et une offre alimentaire durable (cible 2 à cible 4)
- Objectif 3: Réduire le taux de chômage (cible 5 à cible 9)
- Objectif 4: Augmenter et améliorer les infrastructures existantes (cible 10 à cible 13)
- Objectif 5: Améliorer l'accès aux services de santé (cible 14 à cible 19)
- Objectif 6: Améliorer les établissements d'enseignement (cible 20 à cible 22)
- Objectif 7: Promouvoir l'utilisation efficace des ressources naturelles et inverser la dégradation de l'environnement (cible 23 à cible 30)

➤ Vision 2025 du Gouvernement du Burundi

La Vision repose sur huit (8) piliers qui permettront au Burundi de marquer une rupture profonde avec des tendances négatives du passé pour s'engager résolument sur la voie du développement durable. Ces piliers introduisent un nouveau paradigme qui redéfinit les options stratégiques afin de mettre le Burundi sur la voie de la croissance économique, et de la lutte contre la pauvreté.

- Pilier 1 : La Bonne Gouvernance et le Renforcement des Capacités de l'Etat/Promouvoir un leadership fort à tous les niveaux de l'appareil de l'Etat.
- Pilier 2 : Le Capital Humain/ Fournir une qualité de vie meilleure à la population d'une part et compter sur une population éduquée et jouissant d'une bonne santé d'autre part.
- Pilier 3 : La Croissance Economique et la Lutte contre la Pauvreté/Promouvoir une croissance économique accélérée et à deux chiffres.
- Pilier 4 : Intégration Régionale/Tirer profit de l'intégration régionale pour accroître et diversifier l'économie Burundaise.
- Pilier 5 : La Démographie/Mettre en place une politique démographique agressive afin de limiter le taux de croissance démographique à 2% à l'horizon 2025.
- Pilier 6 : La Cohésion Sociale/Rétablir progressivement la cohésion sociale en remettant à l'honneur les valeurs culturelles fondamentales qui ont toujours caractérisé la société burundaise.

- Pilier 7 : L'Aménagement du Territoire et l'Urbanisation/Mettre en place une politique volontariste de villagisation et d'urbanisation permettant d'accroître sensiblement le taux d'urbanisation à 40%.
- Pilier 8 : Le Partenariat/Créer des synergies entre les différents acteurs au développement et promouvoir un cadre propice au dialogue et à la concertation dans le processus de planification du développement, de financement et de mise en œuvre de la Vision « Burundi 2025 ».

➤ **La Stratégie 2020 de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge**, adoptée en 2009 et destinée à guider les actions de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, elle se décline en 3 objectifs stratégiques :

- Sauver des vies, protéger les moyens d'existence et renforcer le relèvement après les catastrophes et les crises
- Promouvoir des modes de vie sains et sûrs
- Promouvoir l'intégration sociale et une culture de non-violence et de paix et 3 actions facilitatrices, dont « Bâtir des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge fortes ».

➤ **Le Plan d'action d'Abidjan**

Le Plan d'Action d'Abidjan a été adopté par la 9ème Conférence Panafricaine tenue à Abidjan en 2017. Il décrit 5 actions prioritaires à savoir :

- Renforcer nos capacités en matière de leadership incluant la gouvernance, la gestion, la redevabilité et la durabilité
- Développer et soutenir divers partenariats qui facilitent la collaboration transfrontalière visant à renforcer de façon évidente les programmes comme le renforcement de la résilience communautaire, l'appui aux immigrants, l'alerte précoce et la réduction des risques.
- Renforcer le rôle de l'auxiliarité des pouvoirs publics à tous les niveaux à travers des relations renforcées et un dialogue permanent
- Inclure les jeunes comme un organe complet de la Société Nationale et s'assurer que les jeunes sont engagés dans le développement et mise en œuvre des programmes et activités de la SN
- Renforcer les mécanismes d'appui par les pairs comme Groupe Africain de Gouvernance et les réseaux régionaux.

➤ **Politique Nationale de Santé 2016-2025**

De l'analyse de la situation du Burundi et des performances de la Politique Nationale de Santé 2005-2015, les priorités ci-après requièrent une attention spéciale:

- (i) Le renforcement de la lutte contre la maladie et autres problèmes prioritaires de santé publique y compris la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles,
- (ii) La santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, de l'adolescent et de la personne âgée;
- (iii) La prévention et la lutte contre la malnutrition (carentielle et par excès),

- (iv) La prévention, la préparation et la réponse aux urgences et catastrophes naturelles ou d'origines anthropiques ;
- (v) Le renforcement du système national de santé au travers de ses piliers et le système de santé communautaire ;
- (vi) Le renforcement de la collaboration intersectorielle pour une meilleure santé.

➤ **Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030**

Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 a été adopté lors de la troisième Conférence Mondiale de l'ONU tenue à Sendai au Japon le 18 mars 2015. A travers ce Cadre, les États ont défini les priorités ci-après :

- Priorité 1 : comprendre les risques de catastrophe.
- Priorité 2 : renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer.
- Priorité 3 : investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience.
- Priorité 4 : renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction.

CHAPITRE III: PLAN STRATEGIQUE 2018-2021

I. DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

OS : CONSOLIDER LES CAPACITES DE LA SOCIETE NATIONALE ET PROMOUVOIR LES PRINCIPES ET VALEURS DU MOUVEMENT

En tant qu'organisation à caractère humanitaire, la Croix-Rouge du Burundi met en œuvre des programmes et des projets à travers tout le pays. L'implémentation de ces programmes ne saurait, en effet, produire des résultats probants que si elle est fondée et pilotée par des structures développées à tous les niveaux, opérant en toute autonomie pour conduire la mission humanitaire. Dans ce renforcement des structures de la SN, des centres d'encadrement et de professionnalisation des volontaires seront mis en place. Ils seront faits d'un groupement d'Unités Collinaires et faciliteront l'encadrement, l'épanouissement et la professionnalisation des volontaires.

La réussite des programmes et projets dépend donc du niveau de développement organisationnel de la SN. Ce point vise le renforcement des capacités opérationnelles et organisationnelles des structures de la CRB en s'appuyant sur 4 piliers à savoir : le développement des compétences des volontaires et des staffs, la Mobilisation des Ressources, la culture de la Redevabilité et le développement des partenariats stratégiques, tout en institutionnalisant l'approche Ménage Modèle comme stratégie d'intervention au niveau communautaire.

Indicateur d'impact

Toutes les structures de la SN sont opérationnelles et assurent pleinement la mission humanitaire dans leur environnement.

Résultat stratégique 1 : *La SN renforce son système de redevabilité, de mobilisation et gestion des ressources et impulse un développement organisationnel et opérationnel de ses structures.*

Indicateur de réalisation 1 : Taux de couverture Core costs de la SN

Actions clés

- ✓ Actualisation du document des core costs et core posts
- ✓ Actualisation de la stratégie de mobilisation de ressources par le Siège
- ✓ Maitrise des Risques financiers de la SN et production d'un plan de mitigation au niveau national.
- ✓ Actualisation et mise en œuvre de la stratégie nationale des IGRs par le Siège de la SN
- ✓ Diversification des cadres de levée de fonds (campagnes, réunions,...)
- ✓ Vulgarisation de la stratégie de Mobilisation des Ressources actualisée au niveau des Branches

Indicateur de réalisation 2 : Fréquence de l'évaluation de la satisfaction du personnel

Actions clés

- ✓ Mise en place des mécanismes d'évaluation de la satisfaction du personnel
- ✓ Mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes et des feedbacks

Indicateur de réalisation 3 : % des rapports transmis dans les délais

Actions clés

- ✓ Evaluation des capacités du staff en matière de rapportage
- ✓ Renforcement du système de suivi de rapportage
- ✓ Généralisation de l'approche Engagement Communautaire et Redevabilité dans tous les programmes et projets CRB

Indicateur de réalisation 4 : Nombre de Branches qui sont interconnectées entre elles et avec le Siège

Cible : 100% des Branches

Actions clés

- ✓ Intégration des TIC dans la mise en œuvre des programmes de la CRB
- ✓ Renforcement de la Bande Passante

Indicateur de réalisation 5 : % de Branches et communes qui fonctionnent bien

Actions clés

- ✓ Mise en place d'un plan de professionnalisation des volontaires et des staffs
- ✓ Actualisation des critères des Branches et Communes qui fonctionnent bien
- ✓ Actualisation et vulgarisation des textes règlementaires CRB (statuts et ROI) et autres manuels de gestion
- ✓ Généralisation des évaluations des capacités organisationnelles des structures décentralisées (National, Branches, communes, collines)
- ✓ Mise en place d'une équipe de coaching (parrainage) pour assurer le bon fonctionnement des Branches
- ✓ Mise à jour et opérationnalisation de l'outil de Base de Données Actualisation de la Politique nationale du volontariat
- ✓ Actualisation de la stratégie nationale du volontariat
- ✓ Mise en place d'un plan de mérite des volontaires
- ✓ Vulgarisation de la Politique Nationale du volontariat et de la charte du volontariat au niveau des Unités Collinaires
- ✓ Assurance des volontaires engagés dans les opérations

Indicateur de réalisation 6 : Nombre de structures CR qui disposent d'infrastructures opérationnelles (Bureau, salles de réunion, stocks)

Actions clés

- ✓ Généralisation des adresses physiques à tous les niveaux
- ✓ Construction des stocks dans les Branches de Karusi, Bururi, Rumonge, Kayanza et Bubanza
- ✓ Finalisation de la centrale logistique de Gitega

- ✓ Acquisition des titres de propriété pour les terrains CRB
- ✓ Généralisation de l'assurance des infrastructures de la CRB



Résultat stratégique 2 : *Les Branches disposent d'une autonomie décisionnelle, financière et opérationnelle pour une meilleure coordination de leurs structures*

Indicateur de réalisation 1 : % de Branches qui assurent au moins 50% de leurs coûts de base.

Actions clés

- ✓ Mise en place d'un plan de mobilisation des Ressources au niveau des Branches
- ✓ Actualisation du document de core costs au niveau des Branches
- ✓ Evaluation des IGRs
- ✓ Diversification des IGRs rentables au niveau des Branches suivant la stratégie nationale des IGRs

Indicateur de réalisation 2 : % de Branches qui mettent en œuvre un plan de mérite des volontaires

Actions clés

- ✓ Vulgarisation de la politique et la stratégie Nationale du volontariat au niveau des communes
- ✓ Exploitation du plan de mérite des volontaires
- ✓ Formation des volontaires sur la gestion du volontariat
- ✓ Création d'un fonds d'assurance des volontaires de la Branche

Indicateur de réalisation 3 : % de Branches qui ont un plan d'action réaliste tenant compte des besoins de la communauté

Actions clés

- ✓ Promotion des évaluations des besoins au niveau des Branches
- ✓ Opérationnalisation des commissions spécialisées (Planification, DH, DC)
- ✓ Généralisation des rencontres avec les leaders d'opinion au niveau des Branches
- ✓ Formation des staffs des Branches sur la planification participative

Indicateur de réalisation 4 : % de Branches qui soumettent mensuellement et dans les délais leurs rapports

Actions clés

- ✓ Renforcement des capacités des Branches sur le rapportage
- ✓ Exploitation des outils de rapportage

Indicateur de réalisation 5 : % de Branches qui disposent des fonds propres représentant au moins 50% de leurs fonds mobilisés

Actions clés

- ✓ Exploitation du plan de mobilisation des Ressources au niveau des Branches
- ✓ Renforcement des capacités des leaders des Branches sur la gestion financières

Résultat stratégique 3 : *Les Comités Communaux CR sont organisés et disposent d'un leadership compétent pour encadrer les UCs en leur sein.*

Indicateur de réalisation 1 : % des Comités Communaux qui disposent d'une planification annuelle assortie d'un budget

Actions clés

- ✓ Renforcement des capacités des leaders des Comités Communaux sur la planification participative
- ✓ Généralisation et opérationnalisation des commissions spécialisées au niveau des communes
- ✓ Elaboration d'une planification réaliste et mesurable au niveau communal

Indicateur de réalisation 2 : Nombre de Comités Communaux sans conflits entre gouvernance et exécutif

Actions clés

- ✓ Renforcement des capacités des leaders des Comités Communaux sur les rôles et les responsabilités de la Gouvernance et l'exécutif
- ✓ Promotion des échanges d'expérience intra et inter communaux
- ✓ Vulgarisation des attributions des Comités Communaux

Indicateur de réalisation 3 : Nombre de Comités Communaux qui organisent 2 AG par année conformément aux textes réglementaires en vigueur

Actions clés

- ✓ Vulgarisation des textes réglementaires (Statuts et ROI)
- ✓ Appropriation et exploitation des textes réglementaires de la SN
- ✓ Renforcement des organes sur la gestion des structures

Indicateur de réalisation 4 : Nombre de centres d'encadrement et de professionnalisation des volontaires opérationnels

Actions Clés

- ✓ Mise en place et opérationnalisation des centres d'encadrement et de professionnalisation des volontaires
- ✓ Promotion des échanges d'expérience intra communaux et inter-centre d'encadrement
- ✓ Pré-positionnement du matériel de secours dans les centres d'encadrements et de professionnalisation

Indicateur de réalisation 5 : Nombre de Comités Communaux qui exploitent un plan de mérite des volontaires

Actions clés

- ✓ Vulgarisation de la politique et la stratégie nationale du volontariat au niveau des Unités Collinaires
- ✓ Vulgarisation du plan de Mérite des volontaires au niveau des communes
- ✓ Mobilisation des fonds pour l'assurance des volontaires en opération de secours

Indicateur de réalisation 6 : Nombre de secrétariats communaux capables d'assurer au moins 30% de leurs dépenses de fonctionnement

Actions clés

- ✓ Définition des coûts de base pour le fonctionnement des Secrétariats Communaux
- ✓ Mise en place d'un plan de mobilisation des Ressources au niveau des communes
- ✓ Diversification des sources de revenus
- ✓ Sensibilisation des leaders des Unités Collinaires sur l'importance du paiement des contributions statutaires

Indicateur de réalisation 7 : Nombre d'établissements d'enseignement qui disposent de clubs DIH

Actions clés

- ✓ Mise en place des clubs DIH au niveau des établissements scolaires
- ✓ Mise en place d'un système d'encadrement des jeunes des clubs DIH au niveau communal

Résultat stratégique 4 : *Les UCs de la CRB, à travers leurs leaders, disposent des capacités suffisantes pour mettre en œuvre les programmes de la SN*

Indicateur de réalisation 1 : Nombre d'Unités Collinaires qui mettent en œuvre un plan de mérite des volontaires

Actions clés

- ✓ Renforcement des capacités des leaders des Unités Collinaires sur la gestion du volontariat par le niveau communal
- ✓ Mise en œuvre du plan de mérite des volontaires

Indicateur de réalisation 2 : % d'UCs qui respectent les critères d'une UC qui fonctionne bien

Actions clés

- ✓ Vulgarisation, par le niveau communal, des critères d'une UC qui fonctionne bien dans toutes les UC
- ✓ Appropriation et exploitation correcte des textes règlementaires de la CRB
- ✓ Renforcement des capacités des Unités Collinaires sur l'analyse des besoins et l'EVC, la cartographie des Risques et les plans de Réponse
- ✓ Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'action tenant compte des besoins de la communauté
- ✓ Généralisation des Bureaux collinaires sur toutes les Unités Collinaires
- ✓ Diversification des Ressources de revenus suivant les opportunités de chaque région
- ✓ Renforcement des capacités Unités Collinaires sur l'identification et l'élaboration des IGRs rentables
- ✓ Renforcement des capacités, par le niveau communal, des leaders des UC en matière de la gestion financière
- ✓ Promotion du recrutement de masse et de qualité
- ✓ Sensibilisation des membres et volontaires sur les contributions statutaires
- ✓ Diversification des sources de revenus

Indicateur de réalisation 3 : % d'UCs qui disposent des SJ

Actions clés

- ✓ Vulgarisation, par le niveau communal, de la politique et la stratégie nationale jeunesse
- ✓ Généralisation des Sections jeunesse au niveau de chaque Unité Collinaire
- ✓ Mise en place d'un plan de mérite des jeunes volontaires

II. DOMAINES D'INTERVENTION

Parallèlement à sa consolidation des organes et structures, la Croix-Rouge du Burundi va orienter ses interventions dans 5 domaines prioritaires à savoir la Gestion des Urgences, Santé Communautaire, Accès à l'eau, hygiène et assainissement du milieu, Culture de Paix et Assistance Sociale et Santé Economique des ménages. Tous ces domaines convergent vers l'atteinte des critères de l'approche Ménage Modèle.

1. PREPARATION ET REPONSE AUX URGENCES

La Croix-Rouge du Burundi entend appuyer et se faire appuyer par la communauté pour se préparer et répondre aux urgences. Des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes seront opérationnalisés afin de donner une réponse rapide, adéquate et appropriée aux urgences.

OS1 : RENFORCER LES COMITES COMMUNAUTAIRES DE REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (CCRRC) POUR FAIRE FACE AUX SITUATIONS D'URGENCE.

La Croix-Rouge du Burundi est une Organisation de secours. Elle est appelée, en tout temps, à répondre à toutes les formes de vulnérabilité qui se manifestent dans les communautés. Pour accomplir sa mission, elle a besoin des équipes capables de prévenir, préparer et de répondre aux situations d'urgence (compétences nécessaires, équipement adéquat et feu vert d'intervention).

Cet objectif stratégique met un accent particulier sur la mise en place et l'opérationnalisation des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes, capables de mener des actions adaptées à chaque situation d'urgence.

Cela se fera à travers le développement des outils de formation adéquats et la mise en place d'une stratégie nationale des premiers secours.

Indicateurs d'impact

- ✓ Nombre d'Unités Collinaires disposant des cartographies des risques et des plans d'action communautaires de RRC
- ✓ Nombre de provinces et communes ayant des plans de contingence actualisés

Résultat stratégique 1 : *Les différents niveaux de la SN sont renforcés dans divers domaines de la SN et disposent des capacités suffisantes pour faire face à toutes les formes d'urgence*

Indicateur de réalisation 1: % d'Unités Collinaires qui disposent d'au moins une équipe de réponse renforcée

Actions clés :

- ✓ Elaboration d'une stratégie nationale des premiers secours
- ✓ Renforcement des capacités techniques des volontaires des Unités Collinaires sur les domaines du secourisme, de la brigade d'urgence, de l'aide psycho-sociale, du RLF, de la construction des Abris, de la gestion des dépouilles mortelles, de la sécurité routière, de la gestion et coordination des camps, de l'Accès Plus Sûr, du Transfert Monétaire en situation d'urgence...)
- ✓ Renforcement des capacités des CCRRC en matière d'EVC,
- ✓ Elaboration des Plan d'Action Communautaires de Réduction des Risques de Catastrophes
- ✓ Renforcement des capacités des Comités Communaux et provinciaux en EVC et élaboration des plans de contingence
- ✓ Renforcement des capacités des structures provinciales en évaluation post catastrophe
- ✓ Renforcement des compétences des volontaires et du staff de la SN sur les mécanismes communautaires d'évaluation des besoins
- ✓ Renforcement des capacités opérationnelles (équipements et matériel et stocks stratégiques)

Indicateur de réalisation 2: Nombre des postes de secours (nouveaux et anciens) opérationnels et gérés par les centres de secours

Actions clés :

- ✓ Développement d'une stratégie de mobilisation et de rétention des volontaires secouristes autour des postes de secours
- ✓ Généralisation, renforcement et opérationnalisation des postes de secours
- ✓ Développement des outils de sensibilisation sur la sécurité routière
- ✓ Organisation des actions de sensibilisation du public sur la sécurité routière

Indicateur de réalisation 3 : Nombre d'outils de prévention et de réponse développés et exploités

Actions clés

- ✓ Vulgarisation du système d'alerte précoce à tous les niveaux
- ✓ Renforcement de la chaîne de communication et la gestion de l'information sur les risques de catastrophes
- ✓ Equipement en matériel et outil de collecte des données des EPRCC

- ✓ Equipement des CCRRC en matériel et outils de collecte des données d'alerte précoce

Résultat stratégique 2 : *Les comités communautaires de réduction des risques de catastrophes sont généralisés et sont opérationnels dans toutes les UCs*

Indicateur de réalisation 1: Nombre d'Unités Collinaires qui disposent des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes opérationnels

Actions clés :

- ✓ Mise en place et opérationnalisation des centres de secours autour des centres d'encadrement professionnel
- ✓ Systématisation des EVC au niveau collinaire ;
- ✓ Mise en place des nouveaux CCRRC et redynamisation de ceux qui existent par les structures locales
- ✓ Pré positionnement des stocks stratégiques tenant compte des EVC et des Plans d'action communautaire de RRC
- ✓ Développement et mise en place des outils de gestion et de suivi du matériel
- ✓ Renforcement des techniques de gestion des équipements par les secrétariats provinciaux et communaux

Indicateur de réalisation 2: Nombre de CCRRC qui disposent et actualisent les plans d'action communautaires et qui organisent régulièrement les exercices de simulation

Actions clés :

- ✓ Actualisation semestrielle des Plans d'Action Communautaires de Réduction des Risques de Catastrophes
- ✓ Généralisation des exercices de simulation à tous les niveaux



Elaboration des
Cartographies
des Risques

Résultat stratégique 3 : *La SN renforce et exploite un système d'alerte précoce à tous les niveaux pour une réponse rapide.*

Indicateur de réalisation 1: Nombre d'Unités Collinaires qui disposent d'un système d'alerte précoce

Actions clés :

- Renforcement de l'action des Unités Collinaires en matière de Système d'alerte précoce par les structures communales
- Renforcement des partenariats locaux dans la gestion des catastrophes

Indicateur de réalisation 2: *Nombre de ménages en cours de transformation qui exploitent le système d'alerte précoce*

Actions clé :

- Sensibilisation communautaire sur le système d'alerte précoce
- Vulgarisation du système d'alerte précoce aux ménages en cours de transformation

2. SANTE COMMUNAUTAIRE

Par santé communautaire la Croix-Rouge du Burundi entend désormais la promotion de la santé, la nutrition, la prise en charge médicale des cas des VSBG. Ceci sera décliné dans cet Objectif Stratégique 2.

OS2 : PROMOUVOIR LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE COMMUNAUTAIRE DU PALUDISME, DU VIH/TB, DE LA MALNUTRITION ET AUTRES DEFIS SANITAIRES

A travers cet objectif stratégique, la Croix-Rouge du Burundi vise la participation de la communauté à la réduction des effets des différents problèmes de santé tels que la malnutrition chronique, le paludisme, le VIH, la tuberculose (maladies constituant la plus grande cause de morbi-mortalité selon les consultations communautaires et les données sanitaires : EDS 2016) et les autres défis sanitaires (VSBG, planification familiale, etc). Cela se fera par l'intermédiaire des équipes de volontaires formées et spécialisées dans différentes thématiques santé. Le changement de comportement étant un aspect incontournable pour lutter contre ces maladies et défis sanitaires, l'approche ménage modèle est un passage obligé et efficace pour l'adoption de bonnes pratiques sanitaires.

Indicateurs d'impact

- ✓ Taux de morbidité liée au paludisme, VIH/TB et malnutrition réduit
- ✓ L'incidence des VSBG et autres défis sanitaires dans la communauté réduite

Résultat stratégique 1 : *Toutes les UCs disposent des équipes de volontaires spécialisés en matière de prévention et prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition, et autres défis sanitaires.*

Indicateur de réalisation 1 : Nombre d'UCs qui disposent d'au moins une équipe de volontaires opérationnelle en matière de prévention et prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition et autres défis sanitaires

Actions clés

- ✓ Elaboration et exploitation d'un module intégré et des outils de sensibilisation communautaire sur la prévention et prise en charge communautaire des maladies et défis sanitaires ciblés
- ✓ Mise en place, par le niveau national, des pools de formateurs provinciaux sur la prise en charge et la prévention des trois maladies et autres défis sanitaires
- ✓ Instauration, par le niveau provincial, des superviseurs communaux dans la prévention et prise en charge des maladies ciblées.
- ✓ Mise en place et Opérationnalisation, par le niveau communal, des équipes communautaires de volontaires spécialisés dans la prévention et la prise en charge communautaire des maladies et autres défis sanitaires ciblés

Indicateur de réalisation 2 : % d'UCs qui mettent en oeuvre des activités de prise en charge des cas de VSBG

Actions clés :

- ✓ Initiation des actions la prise en charge communautaire des cas des VSBG
- ✓ Implication de la communauté dans la prise en charge communautaire des cas de VSBG
- ✓ Généralisation des actions du référencement des cas de VSBG dans toutes les UCs

Résultat stratégique 2 : Les communautés adoptent de bonnes pratiques en matière de prévention et de prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition, et autres défis sanitaires.

Indicateur de réalisation 1 : % des ménages en cours de transformation en MM qui participent à la lutte contre le paludisme

Actions clés

- ✓ Renforcement des connaissances des ménages sur la prévention et la prise en charge du paludisme
- ✓ Promotion de la prise en charge communautaire du paludisme

Indicateur de réalisation 2 : % des ménages en cours de transformation en MM dont au moins un des membres connaît son statut sérologique

Actions clés

- ✓ Implication active des ménages au dépistage volontaire du VIH/TB et au retrait des résultats
- ✓ Incitation des personnes dépistées positives à l'adhésion et l'observance du traitement

Indicateur de réalisation 3 : % des ménages en cours de transformation en MM qui adoptent les bonnes pratiques nutritionnelles

Actions clés

- ✓ Vulgarisation des Foyers d'Apprentissage Nutritionnel/Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnel (FAN/FARN)

- ✓ Implication des ménages à la production des micronutriments à travers la vulgarisation des jardins de cuisines

Indicateur de réalisation 4 : % des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent aux méthodes de planification familiale

Actions clés

- ✓ Promotion de l'utilisation des méthodes de planning familial
- ✓ Implication des hommes à l'utilisation des méthodes de planning familial

Indicateur de réalisation 5 : % des ménages en cours de transformation en MM qui savent au moins trois signes de la tuberculose (fièvre nocturne, toux prolongée, manque d'appétit, etc).

Actions clés

- ✓ Renforcement des connaissances des ménages en matière de prévention de la tuberculose
- ✓ Implication active de la communauté dans la prise en charge communautaire de la tuberculose

Résultat stratégique 3 : *La SN développe et exploite un cadre partenarial de prévention et de prise en charge communautaire des maladies et autres défis sanitaires ciblés*

Indicateurs de réalisation 1 : Nombre de partenariats stratégiques promus sur la prévention et la prise en charge communautaire des maladies courantes et autres défis sanitaires

Actions clés

- ✓ Actualisation du cadre partenarial avec le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA
- ✓ Alignement aux stratégies communautaires nationales en matière de prévention et prise en charge des maladies ciblées.
- ✓ Développement des alliances opérationnelles

Indicateurs de réalisation 2 : % des équipes mises en place et qui ont accès aux intrants de prévention et de prise en charge des maladies ciblées

Actions clés

- ✓ Mise en place d'un cadre de synergie entre les GASCs et le réseau de volontaires opérationnel en matière de prévention et prise en charge des maladies ciblées
- ✓ Création des partenariats stratégiques en matière de prévention et prise en charge communautaire des maladies

3. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

L'hygiène vestimentaire, corporelle et celle du milieu sont primordiales pour vivre dans un environnement sain et sûr. C'est la matière de notre Objectif Stratégique 3.

OS3 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ADOPTION DE BONNES PRATIQUES D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT

En sa qualité d'auxiliaire des pouvoirs publics, la SN continuera à apporter sa contribution à la stratégie nationale du Gouvernement en matière d'accessibilité et utilisation des infrastructures hydrauliques et d'assainissement. Ceci passera par la mise en œuvre des actions de construction des sources aménagées, des réseaux d'adduction d'eau potable mais aussi par la promotion de la construction des latrines familiales et publiques au niveau des ménages spéciaux (écoles, CDS).

En outre, la SN appuiera des actions novatrices en matière d'eau et assainissement à travers un assainissement durable (latrine ECOSAN familiale et publique) et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement (compostière, claie de vaisselle, dispositif de lavage des mains, etc).

Indicateur d'impact

- ✓ Taux de prévalence des maladies diarrhéiques

Résultat stratégique 1 : *Les communautés ont accès à l'eau potable et utilisent les infrastructures hydrauliques et d'assainissement de manière adéquate et responsable*

Indicateur de réalisation 1 : *Nombre de ménages ayant accès à l'eau potable*

Actions clés

- ✓ Elaboration, par le Siège de la SN, d'une stratégie/outils harmonisés Wash
- ✓ Amélioration de l'accès à l'eau potable par la construction/réhabilitation de points d'eau
- ✓ Responsabilisation des communautés dans la gestion durable et rationnelle des points d'eau.
- ✓ Promotion de la bonne gestion des infrastructures hydrauliques par le niveau communal



Approvisionnement des communautés en eau potable

Indicateur de réalisation 2 : % de ménages en cours de transformation en MM qui utilisent une latrine familiale adéquate

Actions clés

- ✓ Vulgarisation d'une latrine adéquate au sein des ménages
- ✓ Education des ménages à l'utilisation adéquate d'une latrine
- ✓ Vulgarisation des techniques d'assainissement innovatrice (ex : latrine ECOSAN)

Résultat stratégique 2 : *Les communautés adhèrent aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement du milieu via PHAST, CHAST, ATPC*

Indicateur de réalisation 1 : % de ménages en cours de transformation en MM qui développent des bonnes pratiques d'hygiène et assainissement (compostière, claie de vaisselle, dispositif de lavage des mains, bonne utilisation de l'eau)

Actions clés

- ✓ Promotion de l'hygiène corporelle, vestimentaire et de l'habitat au sein des ménages
- ✓ Promotion de l'hygiène de l'eau et de l'environnement à travers les approches PHAST/ATPC sous l'encadrement du niveau communal
- ✓ Participation des UCs à la restauration et protection de l'environnement

Indicateur de réalisation 2 : Nombre de clubs d'hygiène mis en place et opérationnels au sein des écoles

Actions clés

- ✓ Promotion des SCEPs pour la gestion rationnelle des eaux de pluie dans les ménages collectifs
- ✓ Promotion de l'hygiène dans les écoles à travers l'approche CHAST (Children's Hygiene and Sanitation Training)

3. COHABITATION PACIFIQUE ET CULTURE DE PAIX

La cohabitation pacifique et la culture de paix est un domaine extrêmement important si l'on veut travailler dans un bon environnement. Les communautés en perpétuels conflits ne peuvent pas se développer. La Croix-Rouge du Burundi estime que cet aspect doit constituer un domaine prioritaire pour les actions de la SN.

OS4 : PROMOUVOIR LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS, LA CULTURE DE PAIX ET LES VALEURS HUMANITAIRES AU SEIN DES COMMUNAUTES

La Croix-Rouge du Burundi est consciente que très peu d'actions peuvent être mises en œuvre pour le développement des communautés dès lors que celles-ci sont divisées. Ainsi, la SN estime que la cohabitation pacifique des communautés est un gage de réussite des programmes de développement communautaire.

A travers cet objectif stratégique, la Croix-Rouge du Burundi entend mener des actions à même d'inciter les communautés à être plus solidaires, vivre en harmonie et de gérer pacifiquement leurs différends. Des valeurs humanitaires seront à cet effet promues.

Indicateurs d'impact

- ✓ Les communautés, appuyées par la Croix-Rouge du Burundi, résolvent pacifiquement les conflits
- ✓ Les communautés, appuyées par la Croix-Rouge du Burundi, éradiquent les VSBG
- ✓ Nombre de nouveaux volontaires recrutés grâce à la diffusion des PF, NH et VH

Résultat stratégique 1 : *Les détenteurs d'intérêt à tous les niveaux comprennent et soutiennent le caractère indépendant, neutre et impartial de la SN et du Mouvement International CR.*

Indicateur de réalisation 1 : Nombre de leaders d'opinion ciblés à tous les niveaux qui sont sensibilisés sur le mode opératoire de la SN et du Mouvement CRCR

Actions clés :

- ✓ Mise en place d'une approche/stratégie efficace et efficiente de diffusion des PF, NH et VH
- ✓ Création et opérationnalisation d'un cadre de rencontre et d'échanges sur le mode opératoire de la SN et du Mouvement CRCR avec les détenteurs d'intérêt au niveau national, provincial et communal

Indicateur de réalisation 2: Loi sur la protection de l'emblème promulguée

Actions clé

- ✓ Plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour la promulgation de la loi de protection de l'emblème
- ✓ Promotion du DIH auprès des pouvoirs publics

- ✓ Plaidoyer pour la mise en place d'une Commission Nationale de DIH

Indicateur de réalisation 3 : Nombre de cas de violation de l'emblème CR qui sont systématiquement répertoriés et référencés

Action clé

- ✓ Mise en place et exploitation, par le Siège de la SN, d'un système de monitoring de l'usage abusif de l'emblème
- ✓ Référencement des cas
- ✓ Diffusion auprès des leaders d'opinion du bon usage de l'emblème

Résultat stratégique 2 : *Les communautés adoptent une culture de gestion pacifique des conflits*

Indicateur de réalisation 1 : % d'UCs qui ont des noyaux collinaires opérationnels de promotion de la cohabitation et résolution pacifique des conflits

Actions clés

- ✓ Opérationnalisation et généralisation des noyaux collinaires de gestion pacifique des conflits
- ✓ Participation des communautés dans la mise en œuvre des actions de promotion de la solidarité communautaire et de gestion pacifique des conflits
- ✓ Promotion de la culture de paix et de non-violence dans la communauté
- ✓ Promotion de la communication non violente dans la communauté

Indicateur de réalisation 2 : % d'UCs qui intègrent dans leurs paquets les activités de prévention des VSBG

Actions clés

- ✓ Renforcement des capacités des UCs dans la prévention des VSBG
- ✓ Tous les programmes de la SN intègrent l'aspect VSBG
- ✓ Intégration de la prévention des VSBG dans les actions de cohabitation pacifique.

Résultat stratégique 3: *La Société Nationale participe efficacement à la gestion des situations liées aux mouvements migratoires*

Indicateur de réalisation 1 : *Existence et exploitation d'un cadre de gestion des mouvements migratoires*

Actions clés

- ✓ Mise en place d'un cadre de gestion des mouvements migratoires.
- ✓ Prise en charge des migrants et réinsertion sociale et économique des rapatriés et déplacés internes sous la coordination des Branches
- ✓ Elaboration et mise en œuvre, par le Siège de la SN, d'un plan de contingence sur la gestion des mouvements de population

4. ASSISTANCE SOCIALE ET SANTE ECONOMIQUE DES MENAGES

La Croix-Rouge du Burundi compte promouvoir des actions visant le développement économique des ménages. La promotion des Ménages Modèles vise, aussi, la stabilité économique des ménages.

OS5 : RENFORCER LE SYSTEME D'ASSISTANCE SOCIALE DES PLUS VULNERABLES ET IMPULSER UNE DYNAMIQUE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES MENAGES

A travers ce Plan Stratégique, la SN veut faire du ménage le porte-étendard de toutes les activités de la SN. Cela ne serait possible que si des ménages sont économiquement stables pour qu'à leur tour ils puissent relever le niveau d'autres ménages plus vulnérables. La SN entend donc renforcer le système d'assistance sociale des ménages les plus vulnérables en vue de les impulser vers une dynamique économique viable.

Indicateurs d'impact

- ✓ % des vulnérables assistés et qui assistent à leur tour les autres plus vulnérables
- ✓ % des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent au système renforcé d'assistance sociale en faveur des plus vulnérables

Résultat stratégique 1 : *Toutes les UCs mettent en œuvre des systèmes renforcés d'assistance sociale en faveur des plus vulnérables*

Indicateur de réalisation 1 : % des UCs qui mettent en œuvre l'approche de chaîne de solidarité et d'assistance

Actions clés

- ✓ Renforcement de la solidarité et de l'entraide communautaire ;
- ✓ Consolidation de la chaîne de solidarité dans la communauté;
- ✓ Regroupement des UCs autour des actions d'entraide communautaire au sein des centres d'encadrement
- ✓ Systématisation des journées de solidarité communautaire

Assistance des vulnérables



Indicateur de réalisation 2 : Nombre de personnes appuyées grâce aux fonds générés par les IGRs

Actions clés

- ✓ Constitution d'une base de données sur les ménages les plus vulnérables et ceux à besoins spécifiques
- ✓ Partage de la base de données en vue des alliances opérationnelles
- ✓ Assistance des personnes à besoins spécifiques (personnes âgées, vivant avec handicap, avec maladies chroniques, OEV, groupes marginalisés);
- ✓ Généralisation des IGRs rentables aux UCs et aux groupements des vulnérables et en assurer une gestion transparente, saine et efficace ;

Indicateur de réalisation 3 : % des ménages en cours de transformation en MM dont tous les enfants en âge scolaire fréquentent l'école

Actions clés

- ✓ Promotion des droits de l'enfant au sein des ménages avec insistance sur l'enregistrement des enfants à la naissance et la bonne scolarisation
- ✓ Vulgarisation de l'approche MM dans les écoles

Résultat stratégique 2 : *La santé économique des ménages s'améliore grâce au renforcement du système d'inclusion financière*

Indicateur de réalisation 1 : % des ménages en cours de transformation en MM qui intègrent le système d'inclusion financière

Actions clés

- ✓ Promotion du transfert monétaire dans le programme d'assistance aux plus vulnérables ;
- ✓ Promotion de l'inclusion financière (caisse d'entraide sociale et de crédit mutuel, caisse de proximité) ;
- ✓ Appui, par le Siège de la SN, à l'augmentation de la production agro-pastorale

Résultat stratégique 3 : La production agricole des ménages s'améliorent grâce à l'adoption de bonnes pratiques culturales et d'élevage

Indicateurs de réalisation 1: % de ménages en cours de transformation en MM qui développent de bonnes pratiques agricoles (jardin de cuisine, techniques de protection contre l'érosion, semences sélectionnées)

Actions clés :

- ✓ Renforcement des capacités des ménages sur les techniques agricoles modernes
- ✓ Promotion des champs de démonstration agricoles au sein des UCs
- ✓ Vulgarisation de la bonne utilisation des intrants agricoles dans les ménages
- ✓ Promotion des IGRs de transformation et commercialisation des produits agricoles

Indicateurs de réalisation 2: % de ménages en cours de transformation en MM qui disposent des semences tirées de leur production agricole

Actions clés :

- ✓ Promotion de la gestion rationnelle de la production agricole au sein des ménages
- ✓ Promotion des greniers communautaires

CHAPITRE IV: HYPOTHESES ET PLAN DE MISE EN OEUVRE

1. Plan de mise en oeuvre

Le Plan Stratégique 2018-2021 s'articule sur 6 Objectifs Stratégiques et 17 résultats stratégiques. Sa mise en oeuvre demande l'établissement d'un tableau de bord clair afin d'atteindre les objectifs que l'on se fixe.

Ainsi, la première étape est la prise de conscience de toutes les parties prenantes dans la mise en oeuvre de ce Plan de leur responsabilité. L'esprit et la lettre de ce Plan Stratégique décline les différentes responsabilités du niveau central, provincial, communal et collinaire. Chacune des structures a un rôle bien dessiné de ce qu'elle est appelée à faire. Dans cette logique, le niveau central (le Siège) devra impulser une dynamique politique, stratégique et des orientations claires que les Branches devront à leur tour promouvoir au niveau de leurs structures pendant que le niveau communal se chargera de coordonner et d'encadrer les Unités Collinaires dont le rôle est l'exécution.

La deuxième étape sera l'appropriation de ce Plan Stratégique par tous les responsables impliqués dans sa mise en oeuvre quitte à y soustraire des Plans d'action annuels devant les guider tout au long de ces quatre années à venir. Ces plans d'action annuels devront se décliner, à chaque niveau en plans trimestriels. En plus de reprendre les activités à mettre en oeuvre, ces plans devront également être assortis de budget et préciser la consistance et la provenance des différentes ressources (humaines, financières et matérielles) pour une bonne mise en oeuvre. En outre, ces plans d'action s'inspireront largement des besoins identifiés afin que les actions proposées soient impérativement en phase avec les aspirations des bénéficiaires.

En troisième lieu, une fois les plans d'action élaborés, il s'en suivra leur mise en oeuvre effective. Les différents niveaux veilleront à organiser régulièrement des revues semestrielles et annuelles afin d'évaluer le niveau de mise en oeuvre, les défis à relever et les progrès enregistrés. Des revues à mi-parcours du Plan Stratégique seront aussi organisées et faire des ajustements si besoin en sera. Les différents rapports seront partagés avec tous les concernés dans les délais. Une revue finale du Plan Stratégique sanctionnera la mise en oeuvre et dégagera notamment la plus-value de ce Plan Stratégique dans la contribution de la CRB à l'allègement des souffrances humaines.

2. Hypothèses

La définition des hypothèses découle de l'analyse des risques pour la bonne mise en oeuvre du Plan Stratégique. Le tableau suivant décrit les grands risques et le probabilité de survenue et leur analyse afin de proposer des actions de mitigation.

Plan de gestion des risques opérationnels

N°	Risque	Probabilité	Impact (1-5)	Score (1-3)	Activités d'atténuation / contingence	Responsables
1	Les conditions sécuritaires ne garantissent pas le déroulement des activités de la CRB	Moyen	3 Perturbation des activités. Risque de destruction d'infrastructures publiques (y compris des réalisations du programme). Déplacements de populations. Le personnel du projet courent des risques personnels.	2	Renforcer la diffusion des Principes Fondamentaux; Valeurs Humanitaire et du Droit International Humanitaire et Normes humanitaires; Elaboration et mise en œuvre du plan de contingence élection 2020; Appliquer les mesures du manuel de code de conduite pour les volontaires et staff engagés dans les opérations. Renforcer les capacités des volontaires et staff en matière d'accès plus sûr.	Communication Responsable Gestion des urgences Responsable des Ressources Humaines Responsables OD, responsable Sécurité.
2	Les volontaires se désengagent dans le développement des programmes de la SN	Faible	3 Si les volontaires se désengagent de la mise en œuvre des programmes, certaines activités peuvent être momentanément suspendues	1	Elaboration et mise en œuvre du plan de mérite de volontaire dans toutes les UCs.	Responsable OD&DH

3	Le Burundi connaît des catastrophes qui pourraient attirer l'attention des volontaires au détriment des autres programmes (inondations, glissement de terrain, mouvement de la population, épidémies,...	Elevée	3 Même s'il advenait qu'il y ait des catastrophes se serait limité dans l'espace. Les volontaires seraient alors plus focalisés à la réponse qu'à la mise en œuvre des autres programmes	2	Renforcement des équipes de réponse en matière de préparation, prévention et réponse. Renforcement des comités communautaire de réduction des risques de catastrophes.	Responsable des urgences
4	Inflation importante sur les prochaines années	Moyen	2 Avec l'inflation, il y aura une réduction du volume des activités	1	Adapter les besoins aux moyens disponibles, prioriser les activités de grand impact.	CRB : l'équipe programmatique
5	Les relations avec les partenaires techniques et financiers se détériorent.	Faible	3 Même si les partenaires de la CRB se détérioraient, les structures resteraient opérationnelles bien que le volume d'activités risque d'être réduit.	1	Vulgarisation du code de conduite des staff et volontaires; Renforcement du contrôle interne; Renforcer la redevabilité ainsi que le rôle de l'auxiliarité aux pouvoirs publics.	Audit interne. OD/DH. Communication PMER

Légende :

Score (1 à 3) : combinaison probabilité et sévérité (Impact)

1 (vert) : Pas prioritaire

2 (jaune) : Prioritaire

3 (Rouge) : Urgence

En fonction de la probabilité de survenue et l'impact que cela risque de produire, **les hypothèses** à la bonne mise en oeuvre du Plan Stratégique 2018-2021, elles se suivent de la manière:

(1) Les conditions sécuritaires garantissent le déroulement des activités de la CRB

(2) Le Burundi connaît moins de catastrophes qui pourraient attirer l'attention des volontaires au détriment des autres programmes

(3) Les volontaires et le staff restent engagés dans le développement des programmes de la SN

(4) Le taux de change reste stable durant la période de mise en œuvre du Plan Stratégique

5) Les relations avec les partenaires techniques et financiers restent bonnes

ANNEXES

1. CADRE DES RESULTATS

CADRE DES RESULTATS DU PLAN STRATEGIQUE 2018-2021

A. DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

CONSOLIDER LES CAPACITES DE LA SOCIETE NATIONALE ET PROMOUVOIR LES PRINCIPES ET VALEURS DU MOUVEMENT

B. DOMAINES D'INTERVENTION

1. PREPARATION ET REPONSE AUX URGENCES

OS1 : RENFORCER LES COMITES COMMUNAUTAIRES DE REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (CCRRC) POUR FAIRE FACE AUX SITUATIONS D'URGENCE

2. SANTE COMMUNAUTAIRE

OS2 : PROMOUVOIR LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE COMMUNAUTAIRE DU PALUDISME, DU VIH/TB, DE LA MALNUTRITION ET AUTRES DEFIS SANITAIRES

3. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

OS3 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ADOPTION DE BONNES PRATIQUES D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT

4. COHABITATION PACIFIQUE ET CULTURE DE PAIX

OS4 : PROMOUVOIR LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS, LA CULTURE DE PAIX ET VALEURS HUMANITAIRES AU SEIN DES COMMUNAUTES

5. ASSISTANCE SOCIALE ET SANTÉ ECONOMIQUE DES MÉNAGES

OS5 : RENFORCER LE SYSTEME D'ASSISTANCE SOCIALE DES PLUS VULNERABLES ET IMPULSER UNE DYNAMIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES MENAGES

Logique d'intervention	Situation de référence (2017)	Cibles annuelles				Budget	Source de vérification
		2018	2019	2020	2021		

Hypothèses :

- (1) Les conditions sécuritaires garantissent le déroulement des activités de la CRB
- (2) Le Burundi connaît moins de catastrophes qui pourraient attirer l'attention des volontaires au détriment des autres programmes
- (3) Les volontaires et le staff restent engagés dans le développement des programmes de la SN
- (4) Le taux de change reste stable durant la période de mise en œuvre du Plan Stratégique
- (5) Les relations avec les partenaires techniques et financiers restent bonnes

CONSOLIDER LES CAPACITES DE LA SOCIETE NATIONALE ET PROMOUVOIR LES PRINCIPES ET VALEURS DU MOUVEMENT							
Indicateur 1 : Toutes les structures de la SN sont opérationnelles et assurent pleinement la mission humanitaire dans leur environnement							
Résultat stratégique 1 : La SN renforce son système de redevabilité, de mobilisation et gestion des ressources et impulse un développement organisationnel et opérationnel de ses structures							
Indicateur 1 : Taux de couverture Corecosts de la SN	Le Siège assure 20% des coûts de base	Le Siège assure 25% des coûts de base	Le Siège assure 30% des coûts de base	Le Siège assure 35% des coûts de base	Le Siège assure 40% des coûts de base	800.000.000	Rapport de la Direction des Ressources
Indicateur 2 : Fréquence de l'évaluation de la satisfaction du personnel	Des boîtes à suggestion existent mais ne sont pas exploitées	Les outils d'évaluation de la satisfaction du personnel sont élaborés et testés	Tous les employés de la CRB sont soumis à, au moins, une évaluation semestrielle en rapport avec leur satisfaction au travail et les décisions managériales tiennent compte des résultats	Tous les employés de la CRB sont soumis à, au moins une évaluation semestrielle en rapport avec leur satisfaction au travail et les décisions managériales tiennent compte des résultats	Tous les employés de la CRB sont soumis à, au moins une évaluation semestrielle en rapport avec leur satisfaction au travail et les décisions managériales tiennent compte des résultats	25.000.000	Rapport de la Direction des Ressources (RH)
Indicateur 3 : % des rapports transmis dans les délais	Un système de rapportage et de redevabilité existe mais les délais ne sont pas respectés	Le système de suivi rapportage et de redevabilité est renforcé et 80% des rapports (narratifs et financiers) sont transmis dans les délais	100% des rapports (narratifs et financiers) sont transmis dans les délais	100% des rapports (narratifs et financiers) sont transmis dans les délais	100% des rapports (narratifs et financiers) sont transmis dans les délais	15.000.000	Rapport de la Direction des Programmes/PM ER

Indicateur 4 : Nombre de Branches qui sont interconnectées entre elles et avec le Siège	Il existe seulement une connexion entre le Siège et les Branches	La bande passante est augmentée (elle passe de 6Mbs à 12 au Siège et est de 2Mbs dans chaque Branche)	Microsoft Office 365 acquis et exploité au Siège	Microsoft office 365 est exploité et testé entre le Siège et les Branche entre les Branches et	100% des Branches sont interconnectées entres et le Siège	2 .841.000.000	Rapport des Branches/Base des données Rapport ICT
Indicateur 5 : % de Branches et communes qui fonctionnent bien	La politique nationale du volontariat existe mais nécessite une actualisation	La politique nationale du volontariat et sa stratégie de mise en œuvre intégrant un plan de mérite des volontaires sont actualisées	100% des Branches et 100% des communes fonctionnent bien	100% des Branches et 100% des communes fonctionnent bien	100% des Branches et 100% des communes fonctionnent bien	75.000.000	Rapport de revue annuelle ; Base des données
Indicateur 6 : Nombre de structures CR qui disposent d'infrastructures opérationnelles (Bureau, salles de réunion, stocks)	Neuf sur 18 Branches ont des stocks remplissant les normes standards tandis qu'un tiers de la Centrale Logistique est en cours de finalisation	La construction des deux premiers blocs de la centrale logistique est finalisée et 2 stocks provinciaux sont construits	La construction du troisième bloc est finalisée et la Centrale est opérationnelle, 2 stocks provinciaux sont construits	La Centrale logistique est opérationnelle; 2 stocks provinciaux sont construits	La Centrale logistique est opérationnelle; 2 stocks provinciaux sont construits	2. 500.000.000	Rapport de revue annuelle
Résultat stratégique 2 : Les Branches disposent d'une autonomie décisionnelle, financière et opérationnelle pour une meilleure coordination de leurs structures							
Indicateur 1 : % de Branches qui assurent au moins 50% de leurs coûts de base.	100% des Branches couvrent au moins 10% de leurs coûts de base	100% des Branches couvrent au moins 20% de leurs coûts de base.	100% des Branches couvrent au moins 30% de leurs coûts de base.	100% des Branches couvrent au moins 40% de leurs coûts de base.	100% des Branches couvrent au moins 50% de leurs coûts de base.	80.000.000	Rapport des Branches/Base des données ; Rapport de la Direction des Ressources

Indicateur 2 : % de Branches qui mettent en œuvre un plan de mérite des volontaires	Des actions de reconnaissance et de fidélisation sont organisées par endroit	100% des Branches participent au processus d'élaboration du plan de mérite des volontaires	100% des Branches s'approprient du contenu du plan de mérite des volontaires	100% des Branches mettent en œuvre le plan de mérite des volontaires	100% des Branches mettent en œuvre le plan de mérite des volontaires	72.000.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Indicateur 3 : % de Branches qui ont un plan d'action réaliste tenant compte des besoins de la communauté	100% des Branches disposent des plans d'action annuels	100% des Branches mènent des analyses des besoins de la communauté et élaborent des plans d'action annuels tenant compte des résultats de ces analyses	100% des Branches élaborent et mettent en œuvre des plans d'action annuels tenant compte des besoins de la communauté.	100% des Branches élaborent et mettent en œuvre des plans d'action annuels tenant compte des besoins de la communauté.	100% des Branches élaborent et mettent en œuvre des plans d'action annuels tenant compte des besoins de la communauté.	36.000.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Indicateur 4 : % de Branches qui soumettent mensuellement et dans les délais leurs rapports	Un système de rapportage existe mais les délais ne sont pas partout respectés	100% des Branches rapportent mensuellement et dans les délais	100% des Branches rapportent mensuellement et dans les délais	100% des Branches rapportent mensuellement et dans les délais	100% des Branches rapportent mensuellement et dans les délais	20.000.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Indicateur 5 : % de Branches qui disposent des fonds propres représentant au moins 50% de leurs fonds mobilisés	La stratégie nationale de mobilisation des ressources existe mais nécessite une actualisation (situation actuelle par rapport aux Branches)	Les Branches participent au processus d'actualisation de la stratégie nationale de mobilisation des ressources.	Les Branches élaborent et exploitent leurs plans de mobilisation des ressources	100% des Branches disposent des fonds propres représentant au moins 30% de leur budget global	100% des Branches disposent des fonds propres représentant au moins 50% de leur budget global	18.000.000	Rapport des Branches/Base des données ; Rapport de la Direction des Ressources

Résultat stratégique 3 : Les Comités Communaux CR sont organisés et disposent d'un leadership compétent pour encadrer les UCs en leur sein.							
Indicateur 1 : % des Comités Communaux qui disposent d'une planification annuelle assortie d'un budget	Des ébauches de planification existent mais non budgétisés	25% des Comités Communaux disposent des plans d'Action Annuels assortis de budget	50% des Comités Communaux disposent des plans d'Action Annuels assortis de budget	75% des Comités Communaux disposent des plans d'Action Annuels assortis de budget	100% des Comités Communaux disposent des plans d'Action Annuels assortis de budget	111.900.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Indicateur 2 : Nombre de Comités Communaux sans conflits entre gouvernance et exécutif	2% des Comités Communaux se sont désintégré à cause des conflits en leur sein	0% des Comités Communaux se désintègrent à cause des conflits en leur sein	0% des Comités Communaux se désintègrent à cause des conflits en leur sein	0% des Comités Communaux se désintègrent à cause des conflits en leur sein	0% des Comités Communaux se désintègrent à cause des conflits en leur sein	40.000.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Indicateur 3 : Nombre de Comités Communaux qui organisent 2 AG par année conformément aux textes réglementaires en vigueur	80% des Comités Communaux organisent des réunions statutaires conformément aux textes réglementaires en vigueur (statuts, ROI)	100% des Comités Communaux organisent des réunions statutaires conformément aux textes réglementaires en vigueur (statuts, ROI)	100% des Comités Communaux organisent des réunions statutaires conformément aux textes réglementaires en vigueur (statuts, ROI)	100% des Comités Communaux organisent des réunions statutaires conformément aux textes réglementaires en vigueur (statuts, ROI)	100% des Comités Communaux organisent des réunions statutaires conformément aux textes réglementaires en vigueur (statuts, ROI)	119.000.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Indicateur 4 : Nombre de centre d'encadrement et de professionnalisation des volontaires opérationnels	81 centres (12 à Muramvya et 69 à Kayanza) d'encadrement et de professionnalisation des volontaires sont opérationnels	180 centres d'encadrement et de professionnalisation des volontaires sont opérationnels	315 centres d'encadrement et de professionnalisation des volontaires sont opérationnels	450 centres d'encadrement et de professionnalisation des volontaires sont opérationnels	584 centres d'encadrement et de professionnalisation des volontaires sont opérationnels	467.200.000	Rapport des Branches/Base des données ;

Indicateur 5 : Nombre de Comités Communaux qui exploitent un plan de mérite des volontaires	Existence d'une politique nationale de volontariat qui recommande l'élaboration d'un plan de mérite	Les Comités Communaux participent au processus d'élaboration d'un plan de mérite des volontaires	Un plan de mérite de volontaire est vulgarisé au niveau des UCs.	Un plan de mérite de volontaire est exploité	Un plan de mérite de volontaire est exploité	47.600.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Indicateur 6 : Nombre de Secrétariats communaux capables d'assurer au moins 30% de leurs dépenses de fonctionnement	Les communes n'ont pas encore défini leurs coûts de base.	100% des communes ont déjà défini leurs coûts de base.	100% des communes couvrent au moins 10% de leurs coûts de base.	100% des communes couvrent au moins 20% de leurs coûts de base.	100% des communes couvrent au moins 30% de leurs coûts de base.	694.960.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Indicateur 7 : Nombre d'établissements d'enseignement qui disposent de clubs DIH	64% des formations d'enseignement disposent de clubs jeunesse	200 nouveaux clubs DIH créés	200 nouveaux clubs DIH créés	200 nouveaux clubs DIH créés	200 nouveaux clubs DIH créés	4.9980.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Résultat stratégique 4 : Les UCs de la CRB, à travers leurs leaders, disposent des capacités suffisantes pour mettre en œuvre les programmes de la SN.							
Indicateur 1 : Nombre d'Unités Collinaires qui mettent en œuvre un plan de mérite de volontaires	Existence d'une politique nationale de volontariat qui recommande l'élaboration d'un plan de mérite.	Les comités collinaires participent au processus d'élaboration d'un plan de mérite des volontaires	Les comités collinaires s'approprient du plan de mérite des volontaires et 60% le mettent en œuvre	80% des Comités collinaires mettent en œuvre un plan de mérite de volontaire est exploité	100% des Comités collinaires mettent en œuvre un plan de mérite de volontaire est exploité	116.800.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Indicateur 2 : % d'UCs qui respectent les critères d'une UC qui fonctionne bien	75% d'UC respectent les critères d'une UC qui fonctionne bien	90% d'UC respectent les critères d'une UC qui fonctionne bien	100% d'UC respectent les critères d'une UC qui fonctionne bien	100% d'UC respectent les critères d'une UC qui fonctionne bien	100% d'UC respectent les critères d'une UC qui fonctionne bien	4.383.960.000	Rapport des Branches/Base des données ;

Indicateur 3 :% des UCs ont des SJ	75% des UCs ont des SJ	85% des UCs ont des SJ	95% des UCs ont des SJ	100% des UCs ont des SJ	100% des UCs ont des SJ	25.000.000	Rapport des Branches/Base des données ;
Sous total						12.538.400.000	
1. PREPARATION ET REPOSE AUX URGENCES							
OS1 : RENFORCER LES COMITES COMMUNAUTAIRES DE REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (CCRRC) POUR FAIRE FACE AUX SITUATIONS D'URGENCE.							
Indicateur 1 :Nombre d'Unités Collinaires disposant des cartographies des risques et des plans d'action communautaires de RRC							
Indicateur 2 : Nombre de provinces et communes ayant des plans de contingence actualisés							
Résultat stratégique 1 : Les différents niveaux de la SN sont renforcés dans divers domaines de la SN et disposent des capacités suffisantes pour faire face à toutes les formes d'urgence							
Indicateur 1 : % d'Unités Collinaires qui disposent d'au moins une équipe de réponse renforcée	40 % d'Unités Collinaires disposent des équipes de réponse	60% d'Unités Collinaires disposent des équipes de réponse	80% d'Unités Collinaires disposent des équipes de réponse	100% d'Unités Collinaires disposent des équipes de réponse	100% d'Unités Collinaires disposent des équipes de réponse	1.650.000.000	Rapport des Branches Base des données
Indicateur 2 : Nombre des postes de secours (nouveaux et anciens) opérationnels et gérés par les centres de secours	13 % des postes de secours opérationnels et gérés par les centres de secours	20% des postes de secours opérationnels et gérés par les centres de secours	40% des postes de secours opérationnels et gérés par les centres de secours	60% des postes de secours opérationnels et gérés par les centres de secours	100% des postes de secours opérationnels et gérés par les centres de secours	464.000.000	Rapport des Branches Base des données

Indicateur 3 : Nombre d'outils de prévention et de réponse développés et exploités	Un système électronique de collecte des données existe mais n'est pas systématisé dans tous les programmes	Un système standardisé avec des outils de prévention et réponse est mis en place	Un système standardisé avec des outils de prévention et réponse est mis en place	Un système standardisé avec des outils de prévention et réponse est opérationnel	Un système standardisé avec des outils de prévention et réponse est opérationnel	686.000.000	Rapport des Branches Base des données DM
Résultat stratégique 2 : Les comités communautaires de réduction des risques de catastrophes sont généralisés et sont opérationnels dans toutes les UCs							
Indicateur 1 : Nombre d'Unités Collinaires qui disposent des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes opérationnels	4% d'UCs disposent des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes opérationnels	10% d'UCs disposent des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes opérationnels	30% d'UCs disposent des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes opérationnels	50% d'UCs disposent des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes opérationnels	70% d'UCs disposent des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes opérationnels	1.022.000.000	Rapport des Branches Rapport d'enquête
Indicateur 2 : Nombre de CCRRC qui disposent et actualisent les plans d'action communautaires et qui organisent régulièrement les exercices de simulation	2 % d'UCs disposent et actualisent les plans d'action communautaires et qui organisent régulièrement les exercices de simulation	10% d'UCs disposent et actualisent les plans d'action communautaires et qui organisent régulièrement les exercices de simulation	30% d'UCs disposent et actualisent les plans d'action communautaires et qui organisent régulièrement les exercices de simulation	50% d'UCs disposent et actualisent les plans d'action communautaires et qui organisent régulièrement les exercices de simulation	70% d'UCs disposent et actualisent les plans d'action communautaires et qui organisent régulièrement les exercices de simulation	2. 008.800.000	Rapport des Branches Rapport d'enquête

Résultat stratégique 3 : La SN renforce et exploite un système d'alerte précoce à tous les niveaux pour une réponse rapide

Indicateur 1 : Nombre d'Unités Collinaires qui disposent d'un système d'alerte précoce	2% d'UCs disposent d'un système d'alerte précoce	10% d'UCs disposent d'un système d'alerte précoce	20% d'UCs disposent d'un système d'alerte précoce	30% d'UCs disposent d'un système d'alerte précoce	50% d'UCs disposent d'un système d'alerte précoce	1 .460.000.000	Rapports des Scoms Base de données de la CRB
Indicateur2 : Nombre de ménages en cours de transformation qui exploitent le système d'alerte précoce	0% de ménages en cours de transformation en MM participent au système d'alerte précoce	100% des ménages en cours de transformation en MM sont sensibilisés sur le système d'alerte précoce	30% des ménages en cours de transformation en MM participent au système d'alerte précoce	60% des ménages en cours de transformation en MM participent au système d'alerte précoce	100% des ménages en cours de transformation en MM participent au système d'alerte précoce	480.000.000	Rapport des Branches Base des données DM&SS

Sous Total OS1 **7 770 800 000**

2. SANTE COMMUNAUTAIRE
OS2 : PROMOUVOIR LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE COMMUNAUTAIRE DU PALUDISME, DU VIH/TB, DE LA MALNUTRITION ET AUTRES DEFIS SANITAIRES

Indicateur 1 : Taux de morbidité Taux de morbidité liée au paludisme, VIH/TB	40%				20%		Rapport d'enquête (EDS, enquête interne) ; Statistiques du MSPLS
Indicateur 2 : Taux de Prévalence des VSBG dans la communauté	50%				20%		Statistiques du MSPLS Rapport d'enquête

Résultat stratégique 1 : Toutes les UCs disposent des équipes de volontaires spécialisées en matière de prévention et prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition, et autres défis sanitaires.							
Indicateur 1 : Nombre d'UCs qui disposent d'au moins une équipe de volontaires opérationnelle en matière de prévention et prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition et autres défis sanitaires.	0% d'UCs ont des équipes de volontaires spécialisés et opérationnelle dans la communauté	30% d'UCs ont des équipes de volontaires spécialisés et opérationnelle dans la communauté	60% d'UCs ont des équipes de volontaires spécialisés et opérationnelle dans la communauté	80% d'UCs ont des équipes de volontaires spécialisés et opérationnelle dans la communauté	100% d'UCs ont des équipes de volontaires spécialisés et opérationnelle dans la communauté	2.136.270.000	Rapport des Branches Base des données
Indicateur 2 : % d'UCs qui mettent en oeuvre les activités de prise en charge des cas de VSBG	0% des UCs ont des équipes de volontaires spécialisées et opérationnelle dans la prise en charge des cas de VSBG	30% des UCs ont des équipes de volontaires spécialisées et opérationnelle dans la prise en charge des cas de VSBG	60% des UCs ont des équipes de volontaires spécialisées et opérationnelle dans la prise en charge des cas de VSBG	80% des UCs ont des équipes de volontaires spécialisées et opérationnelle dans la prise en charge des cas de VSBG	100% des UCs ont des équipes de volontaires spécialisées et opérationnelle dans la prise en charge des cas de VSBG	850.350.000	Rapport des Branches Base des données
Résultat stratégique 2 : La communauté adopte de bonnes pratiques en matière de prévention et de prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition, et autres défis sanitaires							
Indicateur 1 : % des ménages en cours de transformation en MM qui participent à la lutte contre le paludisme	5.5% des ménages en cours de transformation en MM où tous les membres dorment sous la MILDA	10% des ménages en cours de transformation en MM où tous les membres dorment sous la MILDA	40% des ménages en cours de transformation en MM où tous les membres dorment sous la MILDA	60% des ménages en cours de transformation en MM où tous les membres dorment sous la MILDA	80% des ménages en cours de transformation en MM où tous les membres dorment sous la MILDA	285.600.000	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM avant la certification

<p>Indicateur 2 : % des ménages en cours de transformation en MM dont au moins un des membres connaît son statut sérologique</p>	<p>5.5% des ménages en cours de transformation en MM dont au moins un des membres connaît son statut sérologique</p>	<p>10% des ménages en cours de transformation en MM dont au moins un des membres connaît son statut sérologique</p>	<p>40% des ménages en cours de transformation en MM dont au moins un des membres connaît son statut sérologique</p>	<p>60% des ménages en cours de transformation en MM dont au moins un des membres connaît son statut sérologique</p>	<p>80% des ménages en cours de transformation en MM dont au moins un des membres connaît son statut sérologique</p>	<p>285.600.000</p>	<p>Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM</p>
<p>Indicateur 3 : % des ménages en cours de transformation en MM qui adoptent les bonnes pratiques nutritionnelles</p>	<p>5.5% des ménages en cours de transformation en MM qui adoptent les bonnes pratiques de nutrition</p>	<p>10% des ménages en cours de transformation en MM qui adoptent les bonnes pratiques de nutrition</p>	<p>40% des ménages en cours de transformation en MM qui adoptent les bonnes pratiques de nutrition</p>	<p>60% des ménages en cours de transformation en MM qui adoptent les bonnes pratiques de nutrition</p>	<p>80% des ménages en cours de transformation en MM qui adoptent les bonnes pratiques de nutrition</p>	<p>1. 752.000.000</p>	<p>Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM</p>
<p>Indicateur 4 : % des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent aux méthodes de planification familiale</p>	<p>5.5% des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent aux méthodes de planification familiale</p>	<p>10% des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent aux méthodes de planification familiale</p>	<p>40% des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent aux méthodes de planification familiale</p>	<p>60% des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent aux méthodes de planification familiale</p>	<p>80% des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent aux méthodes de planification familiale</p>	<p>285.600.000</p>	<p>Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM</p>

<p>Indicateurs de réalisation 5 : % des ménages en cours de transformation en MM qui savent au moins trois signes de la tuberculose (fièvre nocturne, toux prolongée pendant plus de 2 semaines, manque d'appétit, etc).</p>	<p>Les actions de prévention de la tuberculose sont menées mais ne sont pas monitorées</p>	<p>10% des ménages en cours de transformation en MM qui savent au moins trois signes de la tuberculose (fièvre nocturne, toux prolongée, manque d'appétit, etc.)</p>	<p>40% des ménages en cours de transformation en MM qui savent au moins trois signes de la tuberculose (fièvre nocturne, toux prolongée, manque d'appétit, etc.)</p>	<p>60% des ménages en cours de transformation en MM qui savent au moins trois signes de la tuberculose (fièvre nocturne, toux prolongée, manque d'appétit, etc.)</p>	<p>80% des ménages en cours de transformation en MM qui savent au moins trois signes de la tuberculose (fièvre nocturne, toux prolongée, manque d'appétit, etc.)</p>	<p>285.600.000</p>	<p>Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM</p>
<p>Résultat stratégique 3 : La SN développe et exploite un cadre partenarial de prévention et de prise en charge communautaire des maladies courantes et autres défis sanitaires ciblés</p>							
<p>Indicateur 1 : Nombre de partenariats stratégiques promus sur la prévention et la prise en charge communautaire des maladies courantes et autres défis sanitaires</p>	<p>Un accord global entre la CRB et le MSPLS existe</p>	<p>La SN élabore et propose au MSPLS un accord spécifique de partenariat sur la prévention et la prise en charge communautaire des maladies courantes et autres défis sanitaires</p>	<p>Un accord spécifique de partenariat sur la prévention et la prise en charge communautaire des maladies courantes et autres défis sanitaires est signé</p>	<p>En se référant à l'accord entre la SN et le MSPLS, la CRB noue des partenariats stratégiques en matière de prévention et la prise en charge communautaire des maladies courantes et autres défis sanitaires</p>	<p>En se référant à l'accord entre la SN et le MSPLS, la CRB noue des partenariats stratégique en matière de prévention et la prise en charge communautaire des maladies courantes et autres défis sanitaires</p>	<p>10.000.000</p>	<p>Document signé Site web de la CRB (document publié)</p>
<p>Indicateur 2 : % des équipes mises en place et qui ont accès aux intrants de prévention et de prise en charge des maladies ciblées</p>	<p>0% des équipes spécialisées qui s'approvisionnent en intrants médicaux aux FOSA.</p>	<p>30% des équipes spécialisées qui s'approvisionnent en intrants médicaux aux FOSA</p>	<p>60% des équipes spécialisées qui s'approvisionnent en intrants médicaux aux FOSA</p>	<p>80% des équipes spécialisées qui s'approvisionnent en intrants médicaux aux FOSA</p>	<p>100% des équipes spécialisées qui s'approvisionnent en intrants médicaux aux FOSA</p>	<p>2.803.200.000</p>	<p>Rapport des Branches ; Rapport de visite de terrain</p>
<p>Sous Total OS2</p>						<p>8664 220 000</p>	

3. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT							
OS3 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE ET A LA PROMOTION DE BONNES PRATIQUES D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT							
Indicateur1 :Taux de prévalence des maladies diarrhéiques	60%				30%		Statistiques du MSPLS Rapport d'enquête EDS
Résultat stratégique 1 : Les communautés ont accès à l'eau potable et utilisent les infrastructures hydrauliques et d'assainissement de manière adéquate et responsable							
Indicateur1 : Nombre de ménages ayant accès à l'eau potable	43% de ménages ont accès à l'eau potable	115.000 ménages en ont accès à l'eau potable	230.000 ménages en ont accès à l'eau potable	345.000 ménages ont accès à l'eau potable	450.000 ménages ont accès à l'eau potable	8.000.000.000	Rapport des Branches, Rapport de revue CRB, Base des données
Indicateur 2 : % de ménages en cours de transformation en MM qui utilisent une latrine familiale adéquate	5.5% de ménages en cours de transformation en MM utilisent une latrine familiale adéquate	10% de ménages en cours de transformation en MM utilisent une latrine familiale adéquate	40% de ménages en cours de transformation en MM utilisent une latrine familiale adéquate	60% de ménages en cours de transformation en MM utilisent une latrine familiale adéquate	80% de ménages en cours de transformation en MM utilisent une latrine familiale adéquate	824.980.000	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM
Résultat stratégique 2 : Les communautés adhèrent aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement du milieu via PHAST, CHAST, ATPC							
Indicateur1 :% de ménages en cours de transformation en MM qui développent des bonnes pratiques d'hygiène et assainissement (compostière, claie de vaisselle, dispositif de lavage des mains, bonne utilisation de l'eau)	5.5% de ménages en cours de transformation en MM ont développé des bonnes pratiques d'hygiène	20% de ménages en cours de transformation en MM ont développé des bonnes pratiques d'hygiène)	40% de ménages en cours de transformation en MM ont développé des bonnes pratiques d'hygiène)	60% de ménages en cours de transformation en MM ont développé des bonnes pratiques d'hygiène)	80% de ménages en cours de transformation en MM ont développé des bonnes pratiques d'hygiène	659.984.000	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM
Indicateur 2 : Nombre de clubs d'hygiène mis en place et opérationnels au sein des écoles	L'approche CHAST est en cours d'expérimentat	Les outils de mise en œuvre de CHAST sont développés et	30% des clubs scolaires CR disposent de clubs d'hygiène	50% des clubs scolaires CR disposent de clubs d'hygiène	70% des clubs scolaires CR disposent de clubs d'hygiène	985.000.000	Rapport des Branches

	ion et aucune école ne dispose de clubs formés en la matière	vulgarisés dans les clubs scolaires CR	opérationnels	opérationnels	opérationnels		
Sous Total OS3						10 469 964 000	
4. COHABITATION PACIFIQUE ET CULTURE DE PAIX OS4 : PROMOUVOIR LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS, LA CULTURE DE PAIX ET LES VALEURS HUMANITAIRES AU SEIN DES COMMUNAUTES							
Indicateur 1: Les communautés, appuyées par la Croix-Rouge du Burundi, résolvent pacifiquement les conflits							
Indicateur2 : Les communautés, appuyées par la Croix-Rouge du Burundi, éradiquent les VSBG							
Indicateur 3 : Nombre de nouveaux volontaires recrutés grâce à la diffusion des PF, NH et VH							
Résultat stratégique 1 :Les détenteurs d'intérêt à tous les niveaux comprennent et soutiennent le caractère indépendant, neutre et impartial de la SN et du Mouvement International CR.							

<p>Indicateur 1 : Nombre de leaders d'opinion ciblés à tous les niveaux qui sont sensibilisés sur le mode opératoire de la SN et du Mouvement CRCR</p>	<p>18 gouverneurs, 119 administrateurs communaux, 90 Officiers de Police, 30 Officiers militaire, 30 anciens combattants et 120 jeunes affiliés au Partis politiques ont été sensibilisés sur le mode opératoire de la SN et du Mouvement CRCR</p>	<p>Les détenteurs d'intérêt ciblés au niveau national sont sensibilisés sur le mode opératoire de la SN et du Mouvement CRCR</p>	<p>Les détenteurs d'intérêt ciblés au niveau provincial sont sensibilisés sur le mode opératoire de la SN et du Mouvement CRCR</p>	<p>Les détenteurs d'intérêt ciblés au niveau communal et collinaire sont sensibilisés sur le mode opératoire de la SN et du Mouvement CRCR</p>	<p>Les détenteurs d'intérêt ciblés au niveau communal et collinaire sont sensibilisés sur le mode opératoire de la SN et du Mouvement CRCR</p>	<p>844.000.000</p>	<p>Rapport des Branches. Rapport sur la diffusion</p>
<p>Indicateur 2 : Loi sur la protection de l'emblème promulguée.</p>	<p>La proposition de Loi existe</p>	<p>La loi sur la protection de l'emblème est promulguée</p>	<p>La loi sur la protection de l'emblème est vulgarisée en interne et auprès des détenteurs d'intérêt au niveau national</p>	<p>La loi sur la protection de l'emblème est vulgarisée en interne et auprès des détenteurs d'intérêt au niveau provincial et communal</p>	<p>La loi sur la protection de l'emblème est vulgarisée en interne et auprès des détenteurs d'intérêt au niveau provincial et communal</p>	<p>90.000.000</p>	<p>Document de loi promulguée publié sur le site web de la CRB,</p>
<p>Indicateur 3 : Nombre de cas de violation de l'emblème CR qui sont systématiquement répertoriés et référencés</p>	<p>Des cas de violation de l'emblème CR existent mais ne sont pas systématiquement répertoriés</p>	<p>Mise en place des outils de monitoring</p>	<p>Les cas de violation de l'usage de l'emblème CR sont systématiquement répertoriés et les rapports sont</p>	<p>Les cas de violation de l'usage de l'emblème CR sont systématiquement répertoriés et les rapports sont</p>	<p>Les cas de violation de l'usage de l'emblème CR sont systématiquement répertoriés et les rapports sont transmis à qui de</p>	<p>40.000.000</p>	<p>Rapport des Branches. Rapport sur le respect de l'emblème de la CR</p>

			transmis à qui de droit	transmis à qui de droit	droit		
Résultat stratégique 2 : Les communautés adoptent une culture de gestion pacifique des conflits							
Indicateur1 : % d'UCs qui ont des noyaux collinaires de promotion de la cohabitation et résolution pacifique des conflits opérationnels	60% des UCs ont des noyaux collinaires de promotion de la cohabitation pacifique et de résolution pacifique des conflits opérationnels	80% des UCs noyaux collinaires de promotion de la cohabitation pacifique et de résolution pacifique des conflits opérationnels.	100% des UCs noyaux collinaires de promotion de la cohabitation pacifique et de résolution pacifique des conflits opérationnels.	100% des UCs noyaux collinaires de promotion de la cohabitation pacifique et de résolution pacifique des conflits opérationnels.	100% des UCs noyaux collinaires de promotion de la cohabitation pacifique et de résolution pacifique des conflits opérationnels.	902.264.000	Rapport des Branches Base des données
Indicateur2 :% d'UCs qui intègrent dans leurs paquets les activités de prévention des VSBG	30% des UCS intègrent dans leurs paquets d'activités la prise en charge communautaire des cas de VSBG	50% des UCS intègrent dans leurs paquets d'activités la prise en charge communautaire des cas de VSBG	70% des UCS intègrent dans leurs paquets d'activités la prise en charge communautaire des cas de VSBG	100% des UCS intègrent dans leurs paquets d'activités la prise en charge communautaire des cas de VSBG	100% des UCS intègrent dans leurs paquets d'activités la prise en charge communautaire des cas de VSBG	320.000.000	Rapport des Branches Base des données
Résultat stratégique 3: La Société Nationale participe efficacement à la gestion des situations liées aux mouvements migratoires							
Indicateur1 : Existence et exploitation d'un cadre de gestion des mouvements migratoires	Inexistence d'une absence de données inter SN sur les migrations	Des cadres d'échange sont créés	Mise en place d'une base des données inter SN sur les migrations	Exploitation d'une base des données inter SN sur les migrations	Exploitation d'une base des données inter SN sur les migrations	90.000.000	Liste des départs, retournés
Sous total budget OS4						2 286 264 000	

5. ASSISTANCTE SOCIALE ET SANTÉ ECONOMIQUE DU MÉNAGE
OS5 : RENFORCER LE SYSTEME D'ASSISTANCE SOCIALE DES PLUS VULNERABLES ET IMPULSER UNE DYNAMIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES MENAGES

Indicateur1: % des vulnérables assistés et qui assistent à leur tour les autres plus vulnérables							
Indicateur 2 : % des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent au système renforcé d'assistance sociale en faveur des plus vulnérables							
Résultat stratégique 1 : Toutes les UCs mettent en œuvre des systèmes renforcés d'assistance sociale en faveur des plus vulnérables							
Indicateur1: % des UCs qui mettent en œuvre l'approche de chaîne de solidarité et d'assistance	6% des UCs mettent en œuvre l'approche de chaîne de solidarité	15 % des UCs mettent en œuvre l'approche de chaîne de solidarité	25% des UCs mettent en œuvre l'approche de chaîne de solidarité	40% des UCs mettent en œuvre l'approche de chaîne de solidarité	60% des UCs mettent en œuvre l'approche de chaîne de solidarité	315.360.000	Base des données Rapport des Branches
Indicateur2: Nombre de personnes appuyées grâce aux fonds générés par les IGRs	869 vulnérables ont été appuyés grâce aux fonds générés par les IGRs	3650 vulnérables appuyés grâce aux fonds générés par leurs IGRs	3650 vulnérables appuyés grâce aux fonds générés par leurs IGRs	3650 vulnérables appuyés grâce aux fonds générés par leurs IGRs	3650 vulnérables appuyés grâce aux fonds générés par leurs IGRs	468.000.000	Base des données Rapport des Branches
Indicateur 3: % des ménages en cours de transformation en MM dont tous les enfants en âge scolaire fréquentent l'école	5.5% de ménages en cours de transformation en MM dont tous les enfants en âge scolaire fréquentent l'école	10 % des ménages en cours de transformation en MM dont tous les enfants en âge scolaire fréquentent l'école	40% des ménages en cours de transformation en MM dont tous les enfants en âge scolaire fréquentent l'école	60% des ménages en cours de transformation en MM dont tous les enfants en âge scolaire fréquentent l'école	80% des ménages en cours de transformation en MM dont tous les enfants en âge scolaire fréquentent l'école	467.200.000	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM

Résultat stratégique 2 : La santé économique des ménages s'améliore grâce au renforcement du système d'inclusion financière							
Indicateur1 : % des ménages en cours de transformation en MM qui intègrent le système d'inclusion financière (transfert monétaire conditionnel, caisse d'entraide sociale, caisse de proximité, etc)	Les données sur l'inclusion financière des ménages en cours de transformation en MM ne sont pas disponibles	10 % des ménages en cours de transformation en MM intègrent le système d'inclusion financière	40% des ménages en cours de transformation en MM intègrent le système d'inclusion financière	60% des ménages en cours de transformation en MM intègrent le système d'inclusion financière	80% des ménages en cours de transformation en MM intègrent le système d'inclusion financière	467.200.000	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM
Résultat stratégique 3 : La production agricole des ménages s'améliorent grâce à l'adoption de bonnes pratiques culturales et d'élevage							
Indicateur 1 : % de ménages en cours de transformation en MM qui développent de bonnes pratiques agricoles (jardin de cuisine, techniques de protection contre l'érosion, semences sélectionnées)	Les ménages en cours de transformation en MM existent mais le monitoring n'inclue pas la protection contre l'érosion et l'utilisation de semences sélectionnées	10 % des ménages en cours de transformation en MM développent de bonnes pratiques agricoles (jardin de cuisine, techniques de protection contre l'érosion, semences sélectionnée)	40% des ménages en cours de transformation en MM développent de bonnes pratiques agricoles (jardin de cuisine, techniques de protection contre l'érosion, semences sélectionnées)	60% des ménages en cours de transformation en MM développent de bonnes pratiques agricoles (jardin de cuisine, techniques de protection contre l'érosion, semences sélectionnées)	80% des ménages en cours de transformation en MM développent de bonnes pratiques agricoles (jardin de cuisine, techniques de protection contre l'érosion, semences sélectionnée)	1.500.200.000	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM
Indicateur 2 : % de ménages en cours de transformation en MM qui disposent des semences tirées de leur production agricole	Les données sur la disponibilité des semences n'est pas monitorées	10 % des ménages en cours de transformation en MM disposent des semences tirées de leur production agricole	40% des ménages en cours de transformation en MM disposent des semences tirées de leur production agricole	60% des ménages en cours de transformation en MM disposent des semences tirées de leur production agricole	80% des ménages en cours de transformation en MM disposent des semences tirées de leur production agricole	999.800.000	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM

2. PLAN DE SUIVI-EVALUATION

PLAN DE SUIVI - EVALUATION DU PLAN STRATEGIQUE 2018-2021					
<p>A. DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL CONSOLIDER LES CAPACITES DE LA SOCIETE NATIONALE ET PROMOUVOIR LES PRINCIPES ET VALEURS DU MOUVEMENT</p> <p>B. DOMAINES D'INTERVENTION</p> <p>1. GESTION DES URGENCES OS1 : RENFORCER LES COMITES COMMUNAUTAIRES DE REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (CCRRC) POUR FAIRE FACE AUX SITUATIONS D'URGENCE.</p> <p>2. SANTE COMMUNAUTAIRE OS2 : PROMOUVOIR LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE COMMUNAUTAIRE DU PALUDISME, DU VIH/TB, DE LA MALNUTRITION ET AUTRES DEFIS SANITAIRES</p> <p>3. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT DU MILIEU OS3 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ADOPTION DE BONNES PRATIQUES D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>4. COHABITATION PACIFIQUE ET CULTURE DE PAIX OS4 : PROMOUVOIR LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS, LA CULTURE DE PAIX ET VALEURS HUMANITAIRES AU SEIN DES COMMUNAUTES</p> <p>5. ASSISTANCTE SOCIALE ET SANTÉ ECONOMIQUE DU MÉNAGE OS5 : RENFORCER LE SYSTEME D'ASSISTANCE SOCIALE DES PLUS VULNERABLES ET IMPULSER UNE DYNAMIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES MENAGES</p>					
Indicateur	Définition de l'indicateur (& unité d'évaluation)	Méthodes/sources de collecte de données	Fréquence & programme	Responsabilités	Utilisation/public de l'Information
<p>Hypothèses :</p> <p>(1) Les conditions sécuritaires garantissent le déroulement des activités de la CRB</p> <p>(2) Le Burundi connaît moins de catastrophes qui pourraient attirer l'attention des volontaires au détriment des autres programmes</p> <p>(3) Les volontaires et le staff restent engagés dans le développement des programmes de la SN</p> <p>(4) Le taux de change reste stable durant la période de mise en œuvre du Plan Stratégique</p> <p>5) Les relations avec les partenaires techniques et financiers restent bonnes</p>					
<p>CONSOLIDER LES CAPACITES DE LA SOCIETE NATIONALE ET PROMOUVOIR LES PRINCIPES ET VALEURS DU MOUVEMENT</p>					

<p>Indicateur 1 :Toutes les structures de la SN sont opérationnelles et assurent pleinement la mission humanitaire dans leur environnement.</p>	<p>Numérateur: Nombre de structure (UC, SJ, Commune, Branches) opérationnelles et assurant pleinement la mission humanitaire dans leur environnement (structures avec comités conformément aux textes légales, adresses physiques, mobilisation des ressources, équipes de réponse, commissions spécialisées)</p> <p>Dénominateur : La totalité des structures CRB (UC, SJ, Commune, Branches)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données</p>	<p>Semestrielle</p>	<p>OD&DH : Chargé base des données, Chargé de la Jeunesse, Coordinateur OD</p>	<p>Planification des nouvelles interventions.</p> <p>Branche, CRB (Siège)</p>
<p>Résultat stratégique 1 : La SN renforce son système de redevabilité, de mobilisation et gestion des ressources et impulse un développement organisationnel et opérationnel de ses structures</p>					
<p>Indicateur 1 : Taux de couverture Core costs de la SN</p>	<p>Numérateur: Dépenses core cost (Siège)</p> <p>Dénominateur : Budget total prévisionnel Core Cost (Siège)</p>	<p>Rapport de la Direction des Ressources</p>	<p>Semestrielle</p>	<p>Chargé base des données ; Chargé de la mobilisation des ressources; Directeur des Ressources</p>	<p>Planification des nouvelles interventions.</p> <p>Branche, CRB/e (Siège), Partenaires</p>
<p>Indicateur 2 : Fréquence de l'évaluation de la satisfaction du personnel</p>	<p>Nombre de fois que chaque staff est soumis à un test d'évaluation de sa satisfaction (outil électronique et anonyme)</p>	<p>Rapport de la Direction des Ressources (RH)</p>	<p>Semestrielle</p>	<p>Service RH</p>	<p>Evaluation des performances RH, Planification des actions de motivations et rétention du personnel.</p>

<p>Indicateur 3 : % des rapports transmis dans les délais</p>	<p>Numérateur: # des rapports (narratif et financier) transmis aux partenaires dans les délais prescrits dans les accords</p> <p>Dénominateur : # projets</p>	<p>Rapport de la Direction des Programmes/PMER</p>	<p>Semestrielle</p>	<p>Chargé PMER, Directeur des Ressources</p>	<p>Planification des nouvelles interventions. CRB/e (Siège), Partenaires</p>
<p>Indicateur 4 : Nombre de Branches qui sont interconnectées entre elles et avec le Siège</p>	<p>Numérateur: # de Branches interconnectées entre elles et avec le Siège</p> <p>Dénominateur : # total des Branches (18)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données Rapport ICT</p>	<p>Semestrielle</p>	<p>ICT, Chargé base des données</p>	<p>Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB (Siège), Partenaires</p>
<p>Indicateur 5 : % de Branches et communes qui fonctionnent bien</p>	<p>Numérateur: # de Branches et communes qui tiennent leurs réunions statutaires, comités complets, contribution statutaires, plan d'action avec budget)</p> <p>Dénominateur : # total des 18 Branches et 119 Communes soit 237</p>	<p>Rapport de revue annuelle Base des données</p>	<p>Semestrielle</p>	<p>OD&DH</p>	<p>Planification des actions de rétention des volontaires ; Evaluation des actions de volontaires.</p>
<p>Indicateur 6 : Nombre de structures CR qui disposent d'infrastructures opérationnelles (Bureau, salles de réunion, stocks)</p>	<p>Numérateur: # de structures CR (Siège et 18 Branches) qui disposent d'infrastructures opérationnelles (Bureau, salles de réunion, stocks)</p> <p>Dénominateur : # total des 18 Branches et Siège</p>	<p>Rapport de revue annuelle</p>	<p>Annuelle</p>	<p>Chef Logistique</p>	<p>Planification des actions de réponse aux urgences. Branche, CRB (Siège), partenaires</p>

Résultat stratégique 2 : Les Branches disposent d'une autonomie décisionnelle, financière et opérationnelle pour une meilleure coordination de leurs structures

<p>Indicateur 1 : % de Branches qui assurent au moins 50% de ses coûts de base.</p>	<p>Numérateur: Nombre de Branches qui couvrent au moins 50% de leurs coûts de base</p> <p>Dénominateur : Total des 18 Branches</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ; Rapport de la Direction des Ressources</p>	<p>Semestrielle</p>	<p>Chargé base des données ; Directeur des Ressources</p>	<p>Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/e (Siège), Partenaires</p>
<p>Indicateur 2 : % de Branches qui mettent en œuvre un plan de mérite des volontaires</p>	<p>Numérateur : # de Branches qui mettent en œuvre un plan de mérite des volontaires</p> <p>Dénominateur : # total de Branches (18)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ; Rapport de revue annuelle</p>	<p>Semestrielle</p>	<p>OD&DH</p>	<p>Planification des nouvelles interventions. Planification de nouvelles interventions Branche, CRB (Siège), Partenaires</p>
<p>Indicateur 3 : % des Branches qui ont un plan d'action réaliste tenant compte des besoins de la communauté</p>	<p>Numérateur : # de structures (18 Branches) ayant un plan d'action réaliste tenant compte des besoins de la communauté</p> <p>Dénominateur : # total de Branches (18)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ;</p>	<p>Semestrielle</p>	<p>Chargé base des données ; Chargé PMER, Coordinateur OD</p>	<p>Suivi-évaluation. Planification de nouvelles interventions Branche, CRB/e (Siège)</p>
<p>Indicateur 4 : % de Branches qui soumettent mensuellement et dans les délais leurs rapports</p>	<p>Numérateur : # de Branches qui soumettent mensuellement et dans les délais leurs rapport.</p> <p>Dénominateur : # total de Branches (18)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ;</p>	<p>Mensuelle</p>	<p>Chargé base des données ; Chargé PMER, Coordinateur OD</p>	<p>Suivi-évaluation. Planification de nouvelles interventions Branche, CRB/e (Siège)</p>

<p>Indicateur 5 : % des Branches qui disposent des fonds propres représentant au moins 50% de ses fonds mobilisés</p>	<p>Numérateur : # de Branches qui disposent des fonds propres représentant au moins 50% de leur budget global annuel.</p> <p>Dénominateur : # total de Branches (18)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ;</p> <p>Rapport de la Direction des Ressources</p>	<p>Trimestrielle</p>	<p>Direction des Ressources ;</p> <p>Coordinateur OD</p>	<p>Suivi-évaluation. Planification de nouvelles interventions</p> <p>Branche, CRB/e (Siège)</p>
<p>Résultat stratégique 3 : Les Comités Communaux CR sont organisés et disposent d'un leadership compétent pour encadrer les UCs en leur sein</p>					
<p>Indicateur 1 : % des Comités Communaux qui disposent d'une planification annuelle assortie d'un budget</p>	<p>Numérateur : # de communes qui disposent d'une planification annuelle assortie d'un budget</p> <p>Dénominateur : # total des communes (119)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ;</p>	<p>Annuelle</p>	<p>Chargé base des données ;</p> <p>Chargé PMER, Coordinateur OD</p>	<p>Suivi-évaluation.</p> <p>Branche, CRB/e (Siège)</p>
<p>Indicateur 2 : Nombre de Comités Communaux sans conflits entre gouvernance et exécutif</p>	<p>Numérateur : # de Comités Communaux qui se désintègrent à cause des conflits en leur sein</p> <p>Dénominateur : # des Comités Communaux (119)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ;</p>	<p>Annuelle</p>	<p>Chargé base des données ;</p> <p>Coordinateur OD</p>	<p>Suivi-évaluation.</p> <p>Branche, CRB/e (Siège)</p>
<p>Indicateur 3 : Nombre de Comités Communaux qui organisent 2 AG par année conformément aux textes règlementaires en vigueur</p>	<p>Numérateur : # de Comités Communaux qui organisent 2 AG par année conformément aux textes règlementaires en vigueur (statuts, ROI)</p> <p>Dénominateur : # total de communes (119)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ;</p>	<p>Annuelle</p>	<p>Chargé base des données ;</p> <p>Coordinateur OD</p>	<p>Suivi-évaluation.</p> <p>Branche, CRB/e (Siège)</p>

<p>Indicateur 4 : Nombre de centre d'encadrement et de professionnalisation des volontaires opérationnels</p>	<p>Au moins 5UCs regroupé entre elles pour former un centre d'encadrement et de professionnalisation des volontaires</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ;</p>	<p>Annuelle</p>	<p>Chargé base des données ; Coordinateur OD</p>	<p>Suivi-évaluation. Branche, CRB/e (Siège)</p>
<p>Indicateur 5 : Nombre de Comités Communaux qui exploitent un plan de mérite des volontaires</p>	<p>Un plan qui décrit la reconnaissance des actions des volontaires. Numérateur : # de Comités Communaux qui exploitent un plan de mérite des volontaires Dénominateur : # total de de communes (119)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ;</p>	<p>Annuelle</p>	<p>Chargé base des données ; Coordinateur OD</p>	<p>Suivi-évaluation. Branche, CRB/e (Siège)</p>
<p>Indicateur 6 : Nombre de secrétariats communaux capables d'assurer au moins 30% de leurs dépenses de fonctionnement</p>	<p>Numérateur : # de Comités Communaux qui assurent au moins 30% de leurs dépenses de fonctionnement Dénominateur : # total de communes (119)</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ;</p>	<p>Annuelle</p>	<p>Chargé base des données ; Coordinateur OD Chargé des finances</p>	<p>Suivi-évaluation. Planification de nouvelles interventions Branche, CRB/e (Siège)</p>
<p>Indicateur 7 : Nombre d'établissements d'enseignement qui disposent de clubs DIH</p>	<p>Un club DIH est un groupe de jeunes scolarisées qui s'intéressent aux actions de la CRB et regroupés au sein d'un même établissement d'enseignement. Numérateur : # d'établissements d'enseignement qui disposent de</p>	<p>Rapport des Branches/Base des données ;</p>	<p>Annuelle</p>	<p>Chargé base des données ; Coordinateur OD/Responsable Jeunesse</p>	<p>Suivi-évaluation. Branche, CRB/e (Siège)</p>

	clubs DIH Dénominateur :# total d'établissements d'enseignement				
Résultat stratégique 4 : Les UCs de la CRB, à travers leurs leaders, disposent des capacités suffisantes pour mettre en œuvre les programmes de la SN.					
Indicateur 1 : Nombre d'Unités Collinaires qui mettent en œuvre un plan de mérite de volontaire	Numérateur : # d'UCs qui mettent en œuvre un plan de mérite de volontaire Dénominateur :# total des UCs opérationnelles	Rapport des Branches/Base des données ;	Annuelle	Chargé base des données ; Coordinateur OD	Suivi-évaluation. Branche, CRB/e (Siège)
Indicateur 2 : % d'UCs qui respectent les critères d'une UC qui fonctionne bien	Numérateur : # des UCs qui respectent les critères d'une UC qui fonctionne bien sous l'encadrement du Comité Collinaire (4 AG collinaires par année, contribution statutaire, couverture 100% des cores costs, plan d'action communautaire tenant compte des vulnérabilités de la communauté) Dénominateur : # total des UCs fonctionnelle	Rapport des Branches/Base des données ;	Annuelle	Chargé base des données ; Coordinateur OD	Suivi-évaluation. Branche, CRB/e (Siège)
Indicateur 3 : % des UCs ont des SJ	Numérateur : # des UCs avec des SJ opérationnelles Dénominateur : # total des UCs opérationnelles	Rapport des Branches/Base des données ;	Annuelle	Chargé base des données ; Coordinateur Nationale Jeunesse	Suivi-évaluation. Branche, CRB/e (Siège)

1. GESTION DES URGENCES					
OS1 : AMELIORER LES CAPACITES DES COMMUNAUTES POUR FAIRE FACE AUX SITUATIONS D'URGENCE A TRAVERS LES COMITES COMMUNAUTAIRES DE REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (CCRRC).					
Indicateur 1 : Nombre d'Unités Collinaires disposant des cartographies des risques et des plans d'action communautaires de RRC	Numérateur : # d'UCs disposant des cartographies des risques et des plans d'action communautaire de RRC Dénominateur : #total d'UCs	Rapport des Branches	Semestrielle	Direction des Programmes (DM&SS) ;	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Indicateur 2 : Nombre de provinces et communes ayant des plans de contingence actualisés	Numérateur : #de provinces et communes ayant des plans de contingences actualisés dans les 6 derniers mois Dénominateur : # total de province (18) et communes (119)	Rapport des Branches Rapport Platte forme Nationale	Semestrielle	Direction des Programmes (DM&SS) ;	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Résultat stratégique 1 : Les différents niveaux de la SN sont renforcés dans divers domaines et disposent des capacités suffisantes pour faire face à toutes les formes d'urgence					
Indicateur 1 : % d'Unités Collinaires qui disposent d'au moins une équipe de réponse renforcée	Numérateur : # d'UCs disposant au moins une équipe de réponse renforcée (secouristes, BU, RLF, Aide psychosociale, gestion de dépouilles mortelles) Dénominateur : # d'UCs opérationnelles	Rapport des Branches Base des données	Semestrielle	Direction des Programmes OD&DH/Base des données ;	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Indicateur 2 : Nombre des postes de secours (nouveaux et anciens) opérationnels et gérés par les centres de secours	Numérateur : # de poste de secours opérationnels (avec toujours un secouriste) Dénominateur : # de poste de secours	Rapport des Branches Base des données DM	Semestrielle	Direction des Programmes (Chef DM&SS) OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires

Indicateur 3 : Nombre d'outils de prévention et de réponse développés et exploités	Outils d'alerte précoce pour une réponse rapide	Rapport des Branches Base des données DM	Semestrielle	Direction des Programmes (Chef DM&SS)	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Résultat stratégique 2 : Les comités communautaires de réduction des risques de catastrophes sont généralisés, et sont opérationnels dans toutes les UCs					
Indicateur 1 : Nombre d'Unités Collinaires qui disposent des comités communautaires de réduction des risques de catastrophes opérationnels	Numérateur : #d'UCs ayant de comités communautaires de réduction des risques de catastrophes opérationnels Dénominateur :# d'UCs opérationnelles	Rapport des Branches Rapport d'enquête	Semestrielle	Direction des Programmes OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Indicateur 2 : Nombre de CCRRC qui disposent et actualisent les plans d'action communautaires et qui organisent régulièrement les exercices de simulation	Plan d'action actualisé dans les six derniers mois. Numérateur : #d'UCs qui organisent régulièrement les exercices de simulation sur base de leur plan d'action. Dénominateur :# d'UCs opérationnelles	Rapport des Branches Rapport d'enquête	Semestrielle	Direction des Programmes OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Résultat stratégique 3 : La SN renforce et exploite un système d'alerte précoce à tous les niveaux pour une réponse rapide					
Indicateur 1 : Nombre d'Unités Collinaires qui disposent d'un système d'alerte précoce	Numérateur : #d'UCS disposant d'un système d'alerte précoce fonctionnel Dénominateur :#d'UCs opérationnelles	Rapport de visite de terrain ; Rapport des Branches Rapport d'enquête	Annuelle	DO&DH (Coordinateur OD) Direction des programmes (DM&PMER)	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Indicateur 2 : Nombre de ménages en cours de transformation qui	Numérateur : # de ménages en cours de transformation en MM	Rapport des Branches Base des données DM&SS	Semestrielle	Direction des programmes	Planification des nouvelles interventions.

exploitent le système d'alerte précoce	qui participent au système d'alerte précoce (disposent un téléphone mobile dans lequel est enregistré le numéro hotline, etc). Dénominateur :# de ménages en cours de transformation en MM			(DM&PMER)	Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
2. SANTE COMMUNAUTAIRE					
OS2 : PROMOUVOIR LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE COMMUNAUTAIRE DU PALUDISME, DU VIH/TB, DE LA MALNUTRITION ET AUTRES DEFIS SANITAIRES					
Indicateur 1 : Taux de morbidité liée au paludisme, VIH/TB	Numérateur : #de personnes ayant présenté de fièvre/diarrhée dans les deux dernières semaines d'enquête) Dénominateur : #total des personnes d'enquête	Rapport d'enquête (EDS, enquête interne) ; Statistiques du MSPLS	Annuelle	Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER)	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Indicateur 2 : Taux de Prévalence des VSBG dans la communauté	Numérateur : # de cas de VSBG enregistrés dans la communauté Dénominateur : Population totale	Statistiques du MSPLS Rapport d'enquête	Annuelle	Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER)	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Résultat stratégique 1 : Toutes les UCs disposent des équipes de volontaires spécialisées en matière de prévention et prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition, et autres défis sanitaires.					
Indicateur 1 : Nombre d'UCs qui disposent d'au moins une équipe de volontaires opérationnelle en matière de prévention et prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition et autres défis sanitaires.	Numérateur : # des UCs ayant au moins une équipe de volontaires opérationnelle en matière de prévention et prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition et autres défis sanitaires	Rapport des Branches Base des données	Semestrielle	Direction des Programmes (Chef Santé Communautaire)	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires

	Dénominateur : # d'UCs opérationnelles				
Indicateurs 2 : % des UCs qui initient des activités de prise en charge des cas de VSBG	Numérateur : # des UCs ayant au moins une équipe de volontaires qui initient des activités de prise en charge des cas de VSBG Dénominateur : # d'UCs opérationnelles	Rapport des Branches Base des données	Semestrielle	Direction des Programmes (Chef Santé Communautaire)	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Résultat stratégique 2 : Les communautés adoptent de bonnes pratiques en matière de prévention et de prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition, et autres défis sanitaires.					
Indicateur 1 : % des ménages en cours de transformation en MM qui participent à la lutte contre le paludisme	Ménages où tous les membres dorment sous MIILDA. Numérateur : # des ménages en cours de transformation en MM qui participent à la lutte contre le paludisme Dénominateur : # des ménages inscrits aux processus de transformation en MM.	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM avant la certification	Annuelle	Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER) OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Indicateur 2 : % des ménages en cours de transformation en MM dont au moins un des membres connaît son statut sérologique	Numérateur : # des ménages en cours de transformation en MM dont au moins un des membres connaît son statut sérologique (s'est fait dépisté et a récupéré les résultats du VIH) Dénominateur : # des ménages inscrits aux processus de	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM	Annuelle	Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER) OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM Branche, CRB/ (Siège), Partenaires

	transformation en MM.				
Indicateur 3 : % des ménages en cours de transformation en MM qui adoptent les bonnes pratiques nutritionnelles	<p>Bonnes pratiques de nutrition : jardin de cuisine, équilibre alimentaire)</p> <p>Numérateur : # des ménages en cours de transformation en MM qui adoptent les bonnes pratiques de nutrition</p> <p>Dénominateur : # des ménages inscrits aux processus de transformation en MM.</p>	<p>Rapport des Branches</p> <p>Rapport d'évaluation MM</p>	Annuelle	<p>Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER)</p> <p>OD&DH/Base des données</p>	<p>Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM</p> <p>Branche, CRB/ (Siège), Partenaires</p>
Indicateur 4 : % des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent aux méthodes de planification familiale	<p>Numérateur : # des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent aux méthodes de planification familiale</p> <p>Dénominateur : # des ménages inscrits aux processus de transformation en MM.</p>	<p>Rapport des Branches</p> <p>Rapport d'évaluation MM</p>	Annuelle	<p>Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER)</p> <p>OD&DH/Base des données</p>	<p>Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM</p> <p>Branche, CRB/ (Siège), Partenaires</p>
Indicateurs de réalisation 5 : % des ménages en cours de transformation en MM qui savent au moins trois signes de la tuberculose (fièvre nocturne, toux prolongée, manque d'appétit, etc).	<p>Numérateur : # des ménages en cours de transformation en MM qui savent au moins trois signes de la tuberculose (fièvre nocturne, toux prolongée pendant plus de 2 semaines, manque d'appétit, etc).</p> <p>Dénominateur : # des ménages inscrits aux processus de transformation en MM.</p>	<p>Rapport des Branches</p> <p>Rapport d'évaluation MM</p>	Annuelle	<p>Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER)</p> <p>OD&DH/Base des données</p>	<p>Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM</p> <p>Branche, CRB/ (Siège), Partenaires</p>
Résultat stratégique 3 : La SN développe et exploite un cadre partenarial de prévention et de prise en charge communautaire des maladies et autres défis sanitaires ciblés					
Indicateur 1 : Nombre de partenariats stratégiques promus	Partenariat entre la CRB et les autres acteurs partenaires	Cartographie des projets/programmes.	Annuelle	Direction des programmes (Chef	Plaidoyer.

sur la prévention et la prise en charge communautaire des maladies courantes et autres défis sanitaires				Santé Communautaire)	Planification de nouvelles interventions. CRB à tous les niveaux
Indicateur 3 :% des équipes mises en place et qui ont accès aux intrants de prévention et de prise en charges des maladies ciblées	Numérateur : # d'équipes spécialisées qui ont accès aux intrants de prévention et de prise en charges des maladies ciblées (qui s'approvisionnent aux FOSA) Dénominateur : # d'équipes spécialisées opérationnelles	Rapport des Branches ; Rapport de visite de terrain Rapport des FOSA	Semestrielle	Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER) OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT					
OS3 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ADOPTION DE BONNES PRATIQUES D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT					
Indicateur1 : Taux de prévalence des maladies diarrhéiques	Numérateur : # de cas de maladies diarrhéiques enregistrés dans la communauté Dénominateur : Population totale	Statistiques du MSPLS Rapport d'enquête	Annuelle	Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER)	Planification des nouvelles interventions. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Résultat stratégique 1 : Les communautés ont accès à l'eau potable et utilisent les infrastructures hydrauliques et d'assainissement de manière adéquate et responsable					
Indicateur1 : Nombre de ménages ayant accès à l'eau potable	Nombre de ménages en ayant accès à l'eau potable à une distance de ±500m suite à l'action de la CRB (total des bénéficiaires des infrastructures hydrauliques construites par la CRB)	Rapport des Branches Rapport de revue CRB Base des données Santé Communautaire (bénéficiaires)	Semestrielle	Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER) OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM Branche, CRB/ (Siège), Partenaires

<p>Indicateur2 : % de ménages en cours de transformation en MM qui utilisent une latrine familiale adéquate</p>	<p>Numérateur: # des ménages en cours de transformation en MM utilisent une latrine familiale adéquate (fosse, maisonnette, dalle propre et couverte)</p> <p>Dénominateur : # des ménages inscrits aux processus de transformation en MM.</p>	<p>Rapport des Branches</p> <p>Rapport d'évaluation MM</p>	<p>Annuelle</p>	<p>Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER)</p> <p>OD&DH/Base des données</p>	<p>Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM</p> <p>Branche, CRB/ (Siège), Partenaires</p>
<p>Résultat stratégique 2 : Les communautés adhèrent aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement du milieu via PHAST, CHAST, ATPC</p>					
<p>Indicateur1 : % de ménages en cours de transformation en MM qui développent des bonnes pratiques d'hygiène et assainissement (compostière, claie de vaisselle, dispositif de lavage des mains, bonne utilisation de l'eau)</p>	<p>Numérateur: # des ménages en cours de transformation en MM ayant développé des bonnes pratiques d'hygiène (compostière, claie de vaisselle, dispositif de lavage des mains)</p> <p>Dénominateur : # des ménages inscrits aux processus de transformation en MM.</p>	<p>Rapport des Branches</p> <p>Rapport d'évaluation MM</p>	<p>Annuelle</p>	<p>Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER)</p> <p>OD&DH/Base des données</p>	<p>Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM</p> <p>Branche, CRB/ (Siège), Partenaires</p>
<p>Indicateur 2 : Nombre de clubs d'hygiène mis en place et opérationnels au sein des écoles</p>	<p># clubs scolaires d'hygiène mis en place et opérationnels au sein des écoles</p>	<p>Rapport des Branches</p>	<p>Semestrielle</p>	<p>Direction des Programmes (Santé Communautaire, PMER)</p> <p>OD&DH/Base des données</p>	<p>Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM</p> <p>Branche, CRB/ (Siège), Partenaires</p>

4. COHABITATION PACIFIQUE ET CULTURE DE PAIX					
OS4 : PROMOUVOIR LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS, LA CULTURE DE PAIX ET LES VALEURS HUMANITAIRES AU SEIN DES COMMUNAUTES					
Indicateur 1: Les communautés, appuyées par la Croix-Rouge du Burundi, résolvent pacifiquement les conflits					
Indicateur2 : Les communautés, appuyées par la Croix-Rouge du Burundi, éradiquent les VSBG					
Indicateur 3 : Nombre de nouveaux volontaires recrutés grâce à la diffusion des PF, NH et VH					
Résultat stratégique 1 : Les détenteurs d'intérêt à tous les niveaux comprennent et soutiennent le caractère indépendant, neutre et impartial de la SN et du Mouvement International CR.					
Indicateur 1 : Nombre de leaders d'opinion ciblés à tous les niveaux qui sont sensibilisés sur le mode opératoire de la SN et du Mouvement CRCR	Nombre de détenteurs d'intérêts au niveau national, provincial, communal et collinaire sensibilisés	Rapport des Branches. Rapport sur la diffusion	Semestrielle	OD&DH Communication	Planifications de nouvelles interventions de diffusion et DH, Branche, CRB/ (Siège), Partenaires Mouvement
Indicateur2 : Loi sur la protection de l'emblème promulguée.	La loi est promulguée par le Président de la République	Document de loi promulguée publié sur le site web de la CRB,	Annuelle	OD&DH Communication	Sécurité et Accessibilité pour les actions de la SN. Branche, CRB/ (Siège), Partenaires Mouvement
Indicateur3 : Nombre de cas de violation de l'emblème CR qui sont systématiquement répertoriés et référencés	Nombre de violation de l'emblème sous toutes les formes	Rapport des Branches. Rapport sur le respect de l'emblème de la CR	Semestrielle	OD&DH Communication	Suivi du respect de l'emblème ; Planifications de nouvelles interventions de diffusion et DH,

					Branche, CRB/ (Siège), Partenaires Mouvement
Résultat stratégique 2 : Les communautés adoptent une culture de gestion pacifique des conflits					
Indicateur1 : % des UCs qui ont des noyaux collinaires opérationnels de promotion de la cohabitation et résolution pacifique des conflits	Numérateur : #d'UCs ayant des noyaux collinaires opérationnels de promotion de la cohabitation pacifique et de résolution pacifique des conflits (noyaux collinaires fonctionnels). Dénominateur : #d'UCs opérationnelles	Rapport des Branches Base des données	Semestrielle	OD&DH Communication	Planifications de nouvelles interventions, Branche, CRB/ (Siège), Partenaires Mouvement
Indicateur2 : % des UCs qui intègrent dans leurs paquets les activités de prévention des VSBG	Numérateur : #d'UCs qui intègrent dans leurs paquets d'activités de prévention des VSBG (référencement) Dénominateur : #d'UCs opérationnelles	Rapport des Branches Base des données	Semestrielle	OD&DH Communication, Santé Communautaire	Planifications de nouvelles interventions, Branche, CRB/ (Siège), Partenaires Mouvement
Résultat stratégique 3: La Société Nationale participe efficacement à la gestion des situations liées aux mouvements migratoires					
Indicateur1 : Existence et exploitation d'un cadre de gestion des mouvements migratoires	Une base des données sur les migrations dans la région (effectif des départs, retournés, et les motifs)	Liste des départs, retournés	Semestriel	OD&DH/Base des données Direction des Programmes (DM, PMER)	Planification de nouvelles interventions. CRB/ (Siège), Partenaires Mouvement
5. ASSISTANTE SOCIALE ET SANTÉ ECONOMIQUE DU MÉNAGE					
OSS : RENFORCER LE SYSTEME D'ASSISTANCE SOCIALE DES PLUS VULNERABLES ET IMPULSER UNE DYNAMIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES MENAGES					
Indicateur1 : % des vulnérables assistés et qui assistent à leur tour les autres plus vulnérables	Numérateur : #de vulnérables assistés et qui assistent à leur tour les autres plus vulnérables Dénominateur : #de vulnérables	Base des données Rapport des Branches	Semestrielle	OD&DH : Base des données Direction des Programmes	Planification de nouvelles interventions. Branches, CRB/ (Siège), Partenaires Mouvement

	assistés			(DM&SS, PMER)	
Indicateur 2 : % des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent au système renforcé d'assistance sociale en faveur des plus vulnérables	Numérateur : # des ménages en cours de transformation en MM qui adhèrent à l'approche de chaîne de solidarité Dénominateur : # des ménages inscrits aux processus de transformation en MM.	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM	Annuelle	Direction des Programmes (DM&SS, PMER) OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Résultat stratégique 1 : Toutes les UCs mettent en œuvre des systèmes renforcés d'assistance sociale en faveur des plus vulnérables					
Indicateur1: % des UCs qui mettent en œuvre l'approche de chaîne de solidarité	Numérateur : #d'UCs qui mettent en œuvre l'approche de chaîne de solidarité Dénominateur : #d'UCs opérationnelles	Base des données Rapport des Branches	Semestrielle	OD&DH : Base des données Direction des Programmes (DM&SS, PMER)	Planification de nouvelles interventions. Branches, CRB/ (Siège), Partenaires Mouvement
Indicateur2: Nombre de vulnérables appuyés grâce à l'approche de chaîne de solidarité	Total des ménages assistés grâce à l'approche de chaîne de solidarité	Base des données Rapport des Branches	Semestrielle	OD&DH : Base des données Direction des Programmes (DM&SS, PMER)	Planification de nouvelles interventions. Branches, CRB/ (Siège), Partenaires Mouvement
Indicateur 3: % des ménages en cours de transformation en MM dont tous les enfants en âge scolaire fréquentent l'école	Numérateur : # des ménages en cours de transformation en MM dont tous les enfants en âge scolaire fréquentent l'école Dénominateur : # des ménages inscrits aux processus de transformation en MM.	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM	Annuelle	Direction des Programmes (DM&SS, PMER) OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Résultat stratégique 2 : La santé économique des ménages s'améliore grâce au renforcement du système d'inclusion financière					
Indicateur1: % des ménages en cours de transformation en MM qui	Numérateur : # des ménages en cours de transformation en MM	Rapport des Branches	Annuelle	Direction des Programmes	Planification des nouvelles interventions.

intègrent le système d'inclusion financière	qui intègrent lesystème d'inclusion financière (transfert monétaire conditionnel, caisse d'entraide sociale, caisse de proximité, etc) Dénominateur : # des ménages en cours de transformation en MM	Rapport d'évaluation MM		(DM&SS, PMER) OD&DH/Base des données	Suivi-évaluation du concept MM Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Résultat stratégique 3 : La production agricole des ménages s'améliorent grâce à l'adoption de bonnes pratiques culturelles et d'élevage					
Indicateur 1 : % de ménages en cours de transformation en MM qui développent de bonnes pratiques agricoles (jardin de cuisine, techniques de protection contre l'érosion, semences sélectionnées)	Numérateur : # des ménages en cours de transformation en MM qui développent de bonnes pratiques agricoles (jardin de cuisine, techniques de protection contre l'érosion, semences sélectionnées) Dénominateur : # des ménages en cours de transformation en MM	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM	Annuelle	Direction des Programmes (DM&SS, PMER) OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM Branche, CRB/ (Siège), Partenaires
Indicateur 2 : % de ménages en cours de transformation en MM qui disposent des semences tirées de leur production agricole	Numérateur : # des ménages en cours de transformation en MM qui disposent des semences tirées de leur production agricole Dénominateur : # des ménages en cours de transformation en MM	Rapport des Branches Rapport d'évaluation MM	Annuelle	Direction des Programmes (DM&SS, PMER) OD&DH/Base des données	Planification des nouvelles interventions. Suivi-évaluation du concept MM Branche, CRB/ (Siège), Partenaires

3. BUDGET

I. DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL		
OBJECTIF STRATEGIQUE : CONSOLIDER LES CAPACITES DE LA SOCIETE NATIONALE ET PROMOUVOIR LES PRINCIPES ET VALEURS DU MOUVEMENT		
RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	Actions clés à mener	Budget
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Actualisation du document des core costs et core posts ✓ Actualisation de la stratégie de mobilisation de ressources par le Siège ✓ Maitrise des Risques financiers de la SN et production d'un plan de mitigation au niveau national. ✓ Actualisation et mise en œuvre de la stratégie nationale des IGRs par le Siège de la SN ✓ Diversification des cadres de levée de fonds (campagnes, réunions,...) ✓ Vulgarisation de la stratégie de Mobilisation des Ressources actualisée au niveau des Branches 	800.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place des mécanismes d'évaluation de la satisfaction du personnel ✓ Mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes et des feedbacks 	25.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Evaluation des capacités du staff en matière de rapportage ✓ Renforcement du système de suivi de rapportage ✓ Généralisation de l'approche Engagement Communautaire et 	15.000.000

RS1 : <i>La SN renforce son système de redevabilité, de mobilisation et gestion des ressources et impulse un développement organisationnel et opérationnel de ses structures</i>	Redevabilité dans tous les programmes et projets CRB	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Intégration des TIC dans la mise en œuvre des programmes de la CRB ✓ Renforcement de la Bande Passante 	2.841.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place d'un plan de professionnalisation des volontaires et des staffs ✓ Actualisation des critères des Branches et Communes qui fonctionnent bien ✓ Actualisation et vulgarisation des textes réglementaires CRB (statuts et ROI) et autres manuels de gestion ✓ Généralisation des évaluations des capacités organisationnelles des structures décentralisées (National, Branches, communes, collines) ✓ Mise en place d'une équipe de coaching (parrainage) pour assurer le bon fonctionnement des Branches ✓ Mise à jour et opérationnalisation de l'outil de Base de Données Actualisation de la Politique nationale du volontariat ✓ Actualisation de la stratégie nationale du volontariat ✓ Mise en place d'un plan de mérite des volontaires ✓ Vulgarisation de la Politique Nationale du volontariat et de la charte du volontariat au niveau des Unités Collinaires ✓ Assurance des volontaires engagés dans les opérations 	75.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Généralisation des adresses physiques à tous les niveaux ✓ Construction des stocks dans les Branches de Karusi, Bururi, Rumonge ,Kayanza et Bubanza 	2.500.000.000

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Finalisation de la centrale logistique de Gitega ✓ Acquisition des titres de propriété pour les terrains CRB ✓ Généralisation de l'assurance des infrastructures de la CRB 	
RS2: Les Branches disposent d'une autonomie décisionnelle, financière et opérationnelle pour une meilleure coordination de leurs structures	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place d'un plan de mobilisation des Ressources au niveau des Branches ✓ Actualisation du document de core costs au niveau des Branches ✓ Evaluation des IGRs ✓ Diversification des IGRs rentables au niveau des Branches suivant la stratégie nationale des IGRs 	80.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vulgarisation de la politique et la stratégie Nationale du volontariat au niveau des communes ✓ Exploitation du plan de mérite des volontaires ✓ Formation des volontaires sur la gestion du volontariat ✓ Création d'un fonds d'assurance des volontaires de la Branche 	72.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Promotion des évaluations des besoins au niveau des Branches ✓ Opérationnalisation des commissions spécialisées (Planification, DH, DC) ✓ Généralisation des rencontres avec les leaders d'opinion au niveau des Branches ✓ Formation des staffs des Branches sur la planification participative 	36.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement des capacités des Branches sur le rapportage ✓ Exploitation des outils de rapportage 	20.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Exploitation du plan de mobilisation des Ressources au niveau des 	18.000.000

	Branches	
	✓ Renforcement des capacités des leaders des Branches sur la gestion financière	
RS3: <i>Les Comités Communaux CR sont organisés et disposent d'un leadership compétent pour encadrer les UCs en leur sein.</i>	✓ Renforcement des capacités des leaders des Comités Communaux sur la planification participative	111.900.000
	✓ Généralisation et opérationnalisation des commissions spécialisées au niveau des communes	
	✓ Elaboration d'une planification réaliste et mesurable au niveau communal	
	✓ Renforcement des capacités des leaders des Comités Communaux sur les rôles et les responsabilités de la Gouvernance et l'exécutif	40.000.000
	✓ Promotion des échanges d'expérience intra et inter communaux	
✓ Vulgarisation des attributions des Comités Communaux		
✓ Vulgarisation des textes réglementaires (Statuts et ROI)	119.000.000	
✓ Appropriation et exploitation des textes réglementaires de la SN		
✓ Renforcement des organes sur la gestion des structures		
✓ Mise en place et opérationnalisation des centres d'encadrement et de professionnalisation des volontaires	467.200.000	
✓ Promotion des échanges d'expérience intra communaux et inter-centre d'encadrement		
✓ Pré-positionnement du matériel de secours dans les centres d'encadrements et de professionnalisation		
✓ Vulgarisation de la politique et la stratégie nationale du volontariat au niveau des Unités Collinaires	47.600.000	

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vulgarisation du plan de Mérite des volontaires au niveau des communes ✓ Mobilisation des fonds pour l'assurance des volontaires en opération de secours 	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Définition des coûts de base pour le fonctionnement des Secrétariats Communaux ✓ Mise en place d'un plan de mobilisation des Ressources au niveau des communes ✓ Diversification des sources de revenus ✓ Sensibilisation des leaders des Unités Collinaires sur l'importance du paiement des contributions statutaires 	694.960.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place des clubs DIH au niveau des établissements scolaires ✓ Mise en place d'un système d'encadrement des jeunes des clubs DIH au niveau communal 	4.9980.000
RS4 : Les UCs de la CRB, à travers leurs leaders, disposent des capacités suffisantes pour mettre en œuvre les programmes de la SN	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement des capacités des leaders des Unités Collinaires sur la gestion du volontariat par le niveau communal ✓ Mise en œuvre du plan de mérite des volontaires 	116.800.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vulgarisation, par le niveau communal, des critères d'une UC qui fonctionne bien dans toutes les UC ✓ Appropriation et exploitation correcte des textes règlementaires de la CRB ✓ Renforcement des capacités des Unités Collinaires sur l'analyse des besoins et l'EVC, la cartographie des Risques et les plans de Réponse ✓ Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'action tenant compte des 	4.383.960.000

	besoins de la communauté <ul style="list-style-type: none"> ✓ Généralisation des Bureaux collinaires sur toutes les Unités Collinaires ✓ Diversification des Ressources de revenus suivant les opportunités de chaque région ✓ Renforcement des capacités Unités Collinaires sur l'identification et l'élaboration des IGRs rentables ✓ Renforcement des capacités, par le niveau communal, des leaders des UC en matière de la gestion financière ✓ Promotion du recrutement de masse et de qualité ✓ Sensibilisation des membres et volontaires sur les contributions statutaires ✓ Diversification des sources de revenus ✓ Vulgarisation, par le niveau communal, de la politique et la stratégie nationale jeunesse ✓ Généralisation des Sections jeunesse au niveau de chaque Unité Collinaire ✓ Mise en place d'un plan de mérite des jeunes volontaires 	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vulgarisation, par le niveau communal, de la politique et la stratégie nationale jeunesse ✓ Généralisation des Sections jeunesse au niveau de chaque Unité Collinaire ✓ Mise en place d'un plan de mérite des jeunes volontaires 	25.000.000
Sous-total		12.538.400.000

II. DOMAINES D'INTERVENTION

1. PREPARATION ET REPOSE AUX URGENCES

OS1 : RENFORCER LES COMITES COMMUNAUTAIRES DE REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (CCRRC) POUR FAIRE FACE AUX SITUATIONS D'URGENCE

RS1: Les différents niveaux de la SN sont renforcés dans divers domaines de la SN et disposent des capacités suffisantes pour faire face à toutes les formes d'urgence

- ✓ Elaboration d'une stratégie nationale des premiers secours
- ✓ Renforcement des capacités techniques des volontaires des Unités Collinaires sur les domaines du secourisme, de la brigade d'urgence, de l'aide psycho-sociale, du RLF, de la construction des Abris, de la gestion des dépouilles mortelles, de la sécurité routière, de la gestion et coordination des camps, de l'Accès Plus Sûr , du Transfert Monétaire en situation d'urgence...)
- ✓ Renforcement des capacités des CCRRC en matière d'EVC,
- ✓ Elaboration des Plan d'Action Communautaires de Réduction des Risques de Catastrophes
- ✓ Renforcement des capacités des Comités Communaux et provinciaux en EVC et élaboration des plans de contingence
- ✓ Renforcement des capacités des structures provinciales en évaluation post catastrophe
- ✓ Renforcement des compétences des volontaires et du staff de la SN sur les mécanismes communautaires d'évaluation des besoins
- ✓ Renforcement des capacités opérationnelles (équipements et matériel et

1.650.000.000

	stocks stratégiques)	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Développement d'une stratégie de mobilisation et de rétention des volontaires secouristes autour des postes de secours ✓ Généralisation, renforcement et opérationnalisation des postes de secours ✓ Développement des outils de sensibilisation sur la sécurité routière ✓ Organisation des actions de sensibilisation du public sur la sécurité routière 	464.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vulgarisation du système d'alerte précoce à tous les niveaux ✓ Renforcement de la chaîne de communication et la gestion de l'information sur les risques de catastrophes ✓ Equipement en matériel et outil de collecte des données des EPRCC ✓ Equipement des CCRRRC en matériel et outils de collecte des données d'alerte précoce 	686.000.000
<p>RS2: Les comités communautaires de réduction des risques de catastrophes sont généralisés et sont opérationnels dans toutes les UCs</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place et opérationnalisation des centres de secours autour des centres d'encadrement professionnel ✓ Systématisation des EVC au niveau collinaire ; ✓ Mise en place des nouveaux CCRRRC et redynamisation de ceux qui existent par les structures locales ✓ Pré positionnement des stocks stratégiques tenant compte des EVC et 	1.022.000.000

	<p>des Plans d'action communautaire de RRC</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Développement et mise en place des outils de gestion et de suivi du matériel ✓ Renforcement des techniques de gestion des équipements par les secrétariats provinciaux et communaux 	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Actualisation semestrielle des Plans d'Action Communautaires de Réduction des Risques de Catastrophes ✓ Généralisation des exercices de simulation à tous les niveaux 	2.008.800.000
<i>RS3: La SN renforce et exploite un système d'alerte précoce à tous les niveaux pour une réponse rapide.</i>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement de l'action des Unités Collinaires en matière de Système d'alerte précoce par les structures communales ✓ Renforcement des partenariats locaux dans la gestion des catastrophes 	1.460.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sensibilisation communautaire sur le système d'alerte précoce ✓ Vulgarisation du système d'alerte précoce aux ménages en cours de transformation 	480.000.000
Sous-total 1		12.538.400.000

2. SANTE COMMUNAUTAIRE		
OS2 : PROMOUVOIR LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE COMMUNAUTAIRE DU PALUDISME, DU VIH/TB, DE LA MALNUTRITION ET AUTRES DEFIS SANITAIRES		
<p>RS1: <i>Toutes les UCs disposent des équipes de volontaires spécialisés en matière de prévention et prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition, et autres défis sanitaires</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration et exploitation d'un module intégré et des outils de sensibilisation communautaire sur la prévention et prise en charge communautaire des maladies et défis sanitaires ciblés ✓ Mise en place, par le niveau national, des pools de formateurs provinciaux sur la prise en charge et la prévention des trois maladies et autres défis sanitaires ✓ Instauration, par le niveau provincial, des superviseurs communaux dans la prévention et prise en charge des maladies ciblées. ✓ Mise en place et Opérationnalisation, par le niveau communal, des équipes communautaires de volontaires spécialisés dans la prévention et la prise en charge communautaire des maladies et autres défis sanitaires ciblés 	2.136.270.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Initiation des actions la prise en charge communautaire des cas des VSBG ✓ Implication de la communauté dans la prise en charge communautaire des cas de VSBG 	850.350.000

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Généralisation des actions du référencement des cas de VSBG dans toutes les UCs 	
<p>RS2: <i>Les communautés adoptent de bonnes pratiques en matière de prévention et de prise en charge communautaire du paludisme, VIH/TB, malnutrition, et autres défis sanitaires</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement des connaissances des ménages sur la prévention et la prise en charge du paludisme ✓ Promotion de la prise en charge communautaire du paludisme 	285.600.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Implication active des ménages au dépistage volontaire du VIH/TB et au retrait des résultats ✓ Incitation des personnes dépistées positives à l'adhésion et l'observance du traitement 	285.600.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vulgarisation des Foyers d'Apprentissage Nutritionnel/Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnel (FAN/FARN) ✓ Implication des ménages à la production des micronutriments à travers la vulgarisation des jardins de cuisine 	1.752.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Promotion de l'utilisation des méthodes de planning familial ✓ Implication des hommes à l'utilisation des méthodes de planning familial 	285.600.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement des connaissances des ménages en matière de 	285.600.000

	prévention de la tuberculose ✓ Implication active de la communauté dans la prise en charge communautaire de la tuberculose	
<i>RS3: La SN développe et exploite un cadre partenarial de prévention et de prise en charge communautaire des maladies et autres défis sanitaires ciblés</i>	✓ Actualisation du cadre partenarial avec le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA ✓ Alignement aux stratégies communautaires nationales en matière de prévention et prise en charge des maladies ciblées. ✓ Développement des alliances opérationnelles	10.000.000
	✓ Mise en place d'un cadre de synergie entre les GASCs et le réseau de volontaires opérationnel en matière de prévention et prise en charge des maladies ciblées ✓ Création des partenariats stratégiques en matière de prévention et prise en charge communautaire des maladies	2.803.200.000
Sous-total 2		7 770 800 000

3. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

OS3 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ADOPTION DE BONNES PRATIQUES D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT

RS1: Les communautés ont accès à l'eau potable et utilisent les infrastructures hydrauliques et d'assainissement de manière adéquate et responsable	<ul style="list-style-type: none">✓ Elaboration, par le Siège de la SN, d'une stratégie/outils harmonisés Wash✓ Amélioration de l'accès à l'eau potable par la construction/réhabilitation de points d'eau✓ Responsabilisation des communautés dans la gestion durable et rationnelle des points d'eau.✓ Promotion de la bonne gestion des infrastructures hydrauliques par le niveau communal	8.000.000.000
	<ul style="list-style-type: none">✓ Vulgarisation d'une latrine adéquate au sein des ménages✓ Education des ménages à l'utilisation adéquate d'une latrine✓ Vulgarisation des techniques d'assainissement innovatrice (ex : latrine ECOSAN)	824.980.000

<p>RS2: Les communautés adhèrent aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement du milieu via PHAST, CHAST, ATPC</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Promotion de l'hygiène corporelle, vestimentaire et de l'habitat au sein des ménages ✓ Promotion de l'hygiène de l'eau et de l'environnement à travers les approches PHAST/ATPC sous l'encadrement du niveau communal ✓ Participation des UCs à la restauration et protection de l'environnement 	659.984.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Promotion des SCEPs pour la gestion rationnelle des eaux de pluie dans les ménages collectifs ✓ Promotion de l'hygiène dans les écoles à travers l'approche CHAST (Children's Hygiene and Sanitation Training) 	985.000.000
<p>Sous-total 3</p>		8664 220 000

4. COHABITATION PACIFIQUE ET CULTURE DE PAIX

OS4 : PROMOUVOIR LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS, LA CULTURE DE PAIX ET LES VALEURS HUMANITAIRES AU SEIN DES COMMUNAUTES

<i>RS1: Les détenteurs d'intérêt à tous les niveaux comprennent et soutiennent le caractère indépendant, neutre et impartial de la SN et du Mouvement International CR.</i>	<ul style="list-style-type: none">✓ Mise en place d'une approche/stratégie efficace et efficiente de diffusion des PF, NH et VH✓ Création et opérationnalisation d'un cadre de rencontre et d'échanges sur le mode opératoire de la SN et du Mouvement CRCR avec les détenteurs d'intérêt au niveau national, provincial et communal	844.000.000
	<ul style="list-style-type: none">✓ Plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour la promulgation de la loi de protection de l'emblème✓ Promotion du DIH auprès des pouvoirs publics✓ Plaidoyer pour la mise en place d'une Commission Nationale de DIH	90.000.000
	<ul style="list-style-type: none">✓ Mise en place et exploitation, par le Siège de la SN, d'un système de monitoring de l'usage abusif de l'emblème✓ Référencement des cas	40.000.000

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Diffusion auprès des leaders d'opinion du bon usage de l'emblème 	
<p>RS2: Les communautés adoptent une culture de gestion pacifique des conflits</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Opérationnalisation et généralisation des noyaux collinaires de gestion pacifique des conflits ✓ Participation des communautés dans la mise en œuvre des actions de promotion de la solidarité communautaire et de gestion pacifique des conflits ✓ Promotion de la culture de paix et de non-violence dans la communauté ✓ Promotion de la communication non violente dans la communauté 	902.264.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement des capacités des UCs dans la prévention des VSBG ✓ Tous les programmes de la SN intègrent l'aspect VSBG ✓ Intégration de la prévention des VSBG dans les actions de cohabitation pacifique 	320.000.000
<p>RS3: La Société Nationale participe efficacement à la gestion des situations liées aux mouvements migratoires</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place d'un cadre de gestion des mouvements migratoires. ✓ Prise en charge des migrants et réinsertion sociale et économique des rapatriés et déplacés internes sous la coordination des Branches ✓ Elaboration et mise en œuvre, par le Siège de la SN, d'un plan de contingence sur la gestion des mouvements de population 	90.000.000

Sous-total 4		2 286 264 000
5. ASSISTANCE SOCIALE ET SANTE ECONOMIQUE DES MENAGES		
OS5 : RENFORCER LE SYSTEME D'ASSISTANCE SOCIALE DES PLUS VULNERABLES ET IMPULSER UNE DYNAMIQUE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES MENAGES		
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement de la solidarité et de l'entraide communautaire ; ✓ Consolidation de la chaine de solidarité dans la communauté; ✓ Regroupement des UCs autour des actions d'entraide communautaire au sein des centres d'encadrement ✓ Systématisation des journées de solidarité communautaire 	315.360.000

RS1: <i>Toutes les UCs mettent en œuvre des systèmes renforcés d'assistance sociale en faveur des plus vulnérables</i>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Constitution d'une base de données sur les ménages les plus vulnérables et ceux à besoins spécifiques ✓ Partage de la base de données en vue des alliances opérationnelles ✓ Assistance des personnes à besoins spécifiques (personnes âgées, vivant avec handicap, avec maladies chroniques, OEV, groupes marginalisés); ✓ Généralisation des IGRs rentables aux UCs et aux groupements des vulnérables et en assurer une gestion transparente, saine et efficace ; ✓ 	468.000.000
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Promotion des droits de l'enfant au sein des ménages avec insistance sur l'enregistrement des enfants à la naissance et la bonne scolarisation ✓ Vulgarisation de l'approche MM dans les écoles 	467.200.000
RS2: <i>La santé économique des ménages s'améliore grâce au renforcement du système d'inclusion financière</i>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Promotion du transfert monétaire dans le programme d'assistance aux plus vulnérables ; ✓ Promotion de l'inclusion financière (caisse d'entraide sociale et de crédit mutuel, caisse de proximité) ; ✓ Appui, par le Siège de la SN, à l'augmentation de la production agro-pastorale 	467.200.000
RS3: <i>La production agricole des ménages s'améliorent grâce à l'adoption de bonnes pratiques culturales et d'élevage</i>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement des capacités des ménages sur les techniques agricoles modernes ✓ Promotion des champs de démonstration agricoles au sein des UCs ✓ Vulgarisation de la bonne utilisation des intrants agricoles dans les 	1.500.200.000

	ménages ✓ Promotion des IGRs de transformation et commercialisation des produits agricoles	
	✓ Promotion de la gestion rationnelle de la production agricole au sein des ménages ✓ Promotion des greniers communautaires	999.800.000
<i>Sous-total 5</i>		<i>4.217.760.000</i>
Budget total		45 947 408 000